

**Vincent Duclert**

# **Actualités de Mai 68**

**La gauche, la politique et l'histoire**

*A mon père*

Les résultats des élections municipales des 9 et 16 mars 2008 risquent d'empêcher une nouvelle fois les socialistes de devenir un parti moderne et responsable. Ou, pire, ils risquent de persuader dirigeants et militants que la rénovation est faite, que le choc du 21 avril 2002 et la défaite du 6 mai 2007 sont surmontés. Tout au mieux le parti peut se projeter dans un municipalisme électoral et une obsession présidentielle qui repousseront toujours plus profondément le devoir des socialistes – s'ils veulent être dignes des grands noms régulièrement donnés en exemple, Jaurès, Blum, Mendès – de penser leur histoire. Et, dans cette réconciliation avec eux-mêmes, d'imaginer l'avenir. Car c'est dans leur histoire que furent posés les débats et les valeurs que les socialistes échouent à faire vivre ou simplement à formuler.

En cette période d'anniversaire de Mai 68, ce devoir n'en est que plus impérieux encore si l'on ne veut pas assister à une mystification comme les socialistes en ont souvent le secret. A savoir persuader l'opinion qu'ils se sont engagés dans le mouvement et qu'ils en ont conservé le meilleur de son héritage. À l'exception des militants de la « deuxième gauche », les responsables socialistes et communistes ont déserté Mai 68 et n'ont pas hésité, ensuite, à marginaliser en leur sein ceux qui avaient voulu saisir et penser l'histoire qui s'y était faite. La contradiction a duré près de quarante ans : les socialistes, portés au pouvoir par un électorat qui reconnaît l'héritage démocratique de Mai 68, ont combattu la politique révélée pour le

mouvement. C'est dans un ensemble d'attitudes, de silences, de choix symboliques que l'on mesure l'opposition entre la gauche et l'événement. A cet égard, Mai 81 a bien enterré Mai 68. La mise à distance de Mai 68 est très révélatrice de la gauche en particulier et de la France en général. Les aider à repenser un événement, par sa signification historique et politique, peut contribuer à forger de nouvelles consciences démocratiques.

Aujourd'hui, Mai 68 est attaqué avec une rare violence par la droite conduite par Nicolas Sarkozy. Parce qu'il s'agit d'enjeux électoraux, la gauche parlementaire prend la défense du mouvement, parfois avec la sincérité des plus jeunes comme la députée de Lorraine, Aurélie Filippetti. Mais ce n'est pas de défense ou d'illustration dont il est question seulement. L'anniversaire de Mai 68 est l'occasion pour la gauche de réfléchir à la politique, la politique que l'événement avait incarnée au plus haut point dès lors qu'on l'appréhende dans sa signification historique. Or, c'est cette valeur de la politique qui manque tant à la gauche, et c'est elle que la politique de Nicolas Sarkozy est en passe de nier par sa pratique du pouvoir et son mépris des traditions démocratiques.

Ce petit livre a pour but de rappeler aux socialistes, et au-delà aux forces de progrès, que le legs de Mai 68 est une contribution essentielle à la liberté politique et la dignité personnelle. Cette connaissance passe par l'histoire dont les socialistes sont privés depuis longtemps. Elle révèle comment la dissidence libérale de la gauche tout entière s'est impliquée dans le mouvement de mai, comment elle a voulu en conserver les enseignements les plus décisifs et pourquoi les intellectuels démocratiques en ont reconnu la vertu politique – contre les

idéologies d'extrême gauche et le scepticisme postmoderne. Ce récit de l'ombre portée d'un événement s'inscrit dans un travail ancien sur les identités politiques, sur la méthode de l'historien et la place de l'histoire dans les sociétés contemporaines. Ce livre s'ancre aussi dans des études convergentes sur le rapport de la gauche avec les événements porteurs de sens politique comme l'affaire Dreyfus, la guerre d'Algérie ou le 21 avril 2002.

Mai 68 est un événement pour la gauche à condition que celle-ci se tourne vers l'histoire, vers la politique, vers la démocratie. L'enjeu est considérable, et il nous appartient de le signifier à une gauche qui confond succès électoraux et pensée politique.

### **« Le lieu d'où je parle »**

Les années 70 furent celles d'une question rituelle, relative au « lieu de la parole ». Il s'agissait par là d'explicitier le savoir avec lequel on s'exprimait. Prêtons-nous à cette exigence de clarté.

Je m'exprime ici comme historien de la politique, soucieux de restituer ici l'historicité de Mai 68 et sa portée politique. A l'heure où la gauche a plus que jamais besoin de se refonder sur des idées de liberté, de vérité et de justice, il nous est apparu qu'un essai comme celui-ci se justifiait aussi, afin de ne pas laisser le débat politique être dominé par les stratégies de pouvoir ou l'agenda de la droite.

Bien sûr, le lecteur est en droit de nous demander pourquoi écrire sur Mai 68 alors que tant d'ouvrages paraissent déjà pour son quarantième anniversaire. Le souci de l'interprétation nous a d'abord guidé, dans le droit fil de l'histoire politique que nous souhaitons mener. Cela

signifie très précisément considérer le mouvement non dans le cadre étroit de la politique vue comme le système des partis, des programmes et des élections, mais du point de vue de l'accès des individus aux problèmes de la société et de l'Etat. En d'autres termes, élargir la politique, du pouvoir à l'expérience. L'expérience politique est une condition du progrès démocratique. Mai 68 se prête particulièrement à ce travail d'histoire politique.

Deux autres raisons m'ont dirigé vers l'événement. Elles définissent ce que ce livre souhaite apporter de « neuf ». Elles soulignent aussi que cet essai n'est pas seulement circonstanciel et qu'il s'inscrit dans des recherches longues. Un travail sur l'histoire de la gauche, d'une part, m'a mené à aborder le mendésisme, la « deuxième gauche », pour finir sur Mai 68 et la gauche dans différentes contributions récentes. Le souci d'approfondir une question ébauchée dans ces textes de commandes a débouché sur le projet d'un tel livre. Celui-ci repose d'autre part sur un travail concernant l'identité démocratique de la France. Mai 68 pose la question de ces événements politiques qui ont produit un langage de démocratie. Je reste frappé par l'importance du corpus analysant l'événement en ces termes nécessairement critiques et non naturalistes. Pour qu'un tel héritage ne demeure pas « impossible » selon l'expression du sociologue Jean-Pierre Le Goff dans un livre de 1998, il convient d'étudier ce langage politique de l'événement – et particulièrement dans une période où la gauche est muette.

Enfin, âgé seulement de sept ans en mai 68, je ne cultive aucune nostalgie pour un événement. Et s'il faut envisager pour ce livre un motif plus personnel, ce serait davantage du côté de mon père qu'il faudrait chercher et reconnaître la part de secret qui s'est entrouvert lorsque, vidant sa bibliothèque, j'ai découvert un petit fonds précieux d'ouvrages sur l'événement. Je pense que ce temps de Mai 68 fut pour lui le temps du bonheur comme celui du Club Jean-Moulin

avait été, dix ans plus tôt, celui de sa rencontre avec Paris puis avec ma mère. Je rêve que des bribes de ce passé ensoleillé survivent au milieu des souffrances de la maladie présente.

## **La droite et Mai 68. La rupture sarkozyste**

A la fin du mois d'avril 2007, le traditionnel rejet de Mai 68 par la droite conservatrice française devint un thème politique majeur. Le candidat à l'élection présidentielle Nicolas Sarkozy dénonça vivement un événement qui symbolisait selon lui la crise morale de la nation, les abaissements de la société et les errances de la gauche qu'il affrontait au même moment. « Il n'y avait plus de valeurs, plus de hiérarchies, déclara à Bercy le 29 avril celui qui allait remporter quelques jours plus tard le second tour de la présidentielle. Il consacra une large partie de son discours à charger Mai 68 de tous les maux, présentant l'événement comme le mal absolu ayant perverti la nation, la société, la politique, l'école, l'autorité, la morale, désignant les « héritiers de Mai 68 » comme de véritables ennemis de la France : « Écoutez-les, les héritiers de Mai 68 qui cultivent la repentance, qui font l'apologie du communautarisme, qui dénigrent l'identité nationale, qui attisent la haine de la famille, de la société, de l'État, de la nation, de la République. » Nicolas Sarkozy soulignait alors l'enjeu du scrutin à venir. Il employa des mots définitifs : « Dans cette élection, il s'agit de savoir si l'héritage de Mai 68 doit être perpétué ou s'il doit être liquidé une bonne fois pour toute. » Toute sa charge visait en particulier « la gauche héritière de Mai 68 ».

Tout à son combat camp contre camp et sa croisade idéologique, Nicolas Sarkozy s'enfermait dans une série de contradictions. Contradiction avec lui-même lorsque dans le même discours il se faisait « le porte-parole » du « peuple », « tous ces sans-grade, tous ces anonymes, tous

ces gens ordinaires auxquels on ne fait pas attention, que l'on ne veut pas écouter, que l'on ne veut pas entendre », et dont les parents, précisément, purent s'exprimer grâce à Mai 68. Contradiction avec son camp également si l'on se souvient qu'une droite libérale et progressiste a commencé à réformer la France au tournant des années 1960 en s'inspirant d'une politique de l'événement. Contradiction sur l'histoire enfin, sur l'histoire de la gauche qui aurait été cette héritière stigmatisée de Mai 68. Or, la gauche parlementaire et partitaire, la gauche qu'il combattait en la personne de Ségolène Royal n'était pas l'héritière de Mai 68. Exception faite de l'extrême gauche qui célèbre Mai 68 mais enferme ses représentations dans un délire révolutionnaire, la gauche fréquemment demeure hostile à un événement qui a mis en question sa stratégie et ses valeurs et qui, depuis, ne cesse de l'obliger à repenser son histoire et son rapport à la démocratie. Cette hostilité de la gauche ne s'exprime certes que rarement, ses dirigeants ne souhaitant pas prendre à contre-pied un électorat et des militants qui se reconnaissent volontiers, à l'inverse, dans un héritage joyeux de Mai 68. Mais la réalité est là et il sera difficile de la contester.

## **La gauche et Mai 68. Un long enterrement**

Les attaques de Nicolas Sarkozy et la perspective d'une revanche à l'occasion du quarantième anniversaire peuvent illusionner la gauche sur son véritable rapport avec Mai 68. Il est vrai qu'elle assiste à l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants porteurs des idéaux que leurs aînés avaient repoussés, par crainte de fragiliser l'autorité des partis ou l'efficacité des stratégies. Ceux-ci, celles-ci, ne recherchent pas l'analyse d'un événement qui a posé la question de la politique et de la démocratie. Les jeunes n'ont pas cette prudence. En

février 2008, Aurélie Filippetti, fille d'un immigré italien venu travailler dans les mines de Lorraine, enseignante et romancière remarquée avec *Les Derniers Jours de la classe ouvrière* où l'histoire devenait le lieu de la conscience politique, et député socialiste de Moselle (8<sup>e</sup> circonscription) depuis juin 2007, a revendiqué son lien avec Mai 68.

« D'abord, mes parents se sont rencontrés à l'époque d'une manifestation ouvrière. Mon père était mineur. Mai 1968, cela a été, pour toute la classe ouvrière, un moment crucial. Et puis, Mai 68, loin des idéologies sanglantes qui ont marqué le XX<sup>e</sup> siècle, c'est l'exemple d'une révolution non violente. Que seraient les valeurs de liberté, d'épanouissement individuel, de féminisme, sans ces jours de révolte libertaire ? Pour des femmes comme ma mère, qui n'a jamais eu accès aux études et vivait dans un milieu ouvrier assez conservateur, Mai 68 a apporté l'émancipation. Quarante ans plus tard, l'esprit de Mai est celui d'un idéal positif. Je suis une enfant de Mai 1968 et je le revendique sans honte. »

Cette déclaration qui en amènera d'autres rompait avec l'attitude du parti socialiste à l'égard de Mai 68. Mais son enterrement a bien eu lieu dans la gauche depuis quarante ans. Des scènes et des faits pour commencer. Elles témoignent de la manière d'une réalité que l'on ne peut comprendre sans revenir au passé profond des socialistes.

Le 21 mai 1981, François Mitterrand remonte la rue Soufflot en direction du Panthéon afin de célébrer sa victoire à l'élection présidentielle, premier succès national de la gauche sous la Ve République. Au lieu même des manifestations étudiantes de Mai 1968, des dirigeants de gauche, des cadres du parti socialiste et des amis du nouveau président composent un défilé de notables participant à une « grand-messe républicaine » au son d'un orchestre officiel. La cérémonie évacue toute référence à la révolte de la jeunesse parisienne en 1968 voire à la fête

de la Bastille qui, le 10 mai précédent, pendant toute la nuit, avait célébré la victoire de la gauche.

L'enterrement de Mai 68 par Mai 81 se poursuit dans la salle des fêtes du palais de l'Élysée. Le 21 mai toujours, François Mitterrand réunit, pour la cérémonie d'investiture, une partie de ceux qui ont contribué à sa victoire. Il s'arrête devant Pierre Mendès France, l'ancien président du Conseil de 1954 et le seul dirigeant d'envergure à s'être saisi de Mai 68. François Mitterrand lui parle et l'étreint longuement. Une larme coule sur le visage d'un homme qu'il n'a cessé de combattre durant toute la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République. Loin d'être, en dépit des apparences, un hommage à l'homme ou l'expression d'une fidélité, cette scène marquait surtout le triomphe définitif d'un socialisme conservateur sur celui qui incarnait, bien mieux que François Mitterrand, une idée libérale et humaine de la gauche dans laquelle Mai 68 trouvait toute sa place.

Successivement encore. Michel Rocard, l'un des dirigeants rescapés de la « deuxième gauche » héritière de l'événement, fut brutalement évincé de la tête du gouvernement le 15 mai 1991 par François Mitterrand, puis marginalisé au sein d'un parti socialiste réfractaire aux idées. Daniel Cohn-Bendit, l'ancien leader étudiant expulsé de France le 25 mai 1968, fut, trente ans plus tard, empêché d'exister politiquement en France alors qu'il avait accompli en Allemagne un beau parcours de Vert social-démocrate et qu'il aurait pu contribuer à l'élan de la gauche. Ségolène Royal, deux jours après les vives attaques de Nicolas Sarkozy sur l'héritage de Mai 68, tint meeting au stade Charléty à Paris. Esquissant une timide défense de l'événement, elle omit de préciser qu'elle parlait dans l'enceinte même du grand rassemblement politique unitaire qui avait eu lieu trente-neuf ans auparavant, presque jour

pour jour. Probablement ne souhaitait-elle pas apparaître comme une héritière directe de l'événement à l'heure de son hommage au drapeau national ?

Pour Pierre Rosanvallon, historien du politique au premier plan de la pensée intellectuelle aujourd'hui, tout à la fois professeur au Collège de France et créateur du *think tank* « La république des idées », la chute du gouvernement de Michel Rocard marqua véritablement la fin de la séquence libérale ouverte dans le socialisme français avec Mai 68 et la « deuxième gauche ». Une fin en forme d'hommage ou même d'occasion manquée tant le bilan du gouvernement fut décisif, « avec le RMI, le processus d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, la CSG, la vision de la nécessité d'une évaluation des politiques publiques... Tout cela aurait pu être l'occasion d'un rebondissement. Mais les conditions du rapport de force entre le président de la République et le Premier ministre ont empêché ce rebond politique, mais aussi intellectuel . »

Les preuves sont ainsi nombreuses du rapport difficile voire carrément conflictuel de la gauche avec l'événement dont on commémore, en cette année 2008, le quarantième anniversaire. Cette situation éclaire le statut paradoxal de l'événement dans la mémoire collective : très ancré dans la société, il est au contraire rejeté de la politique comme référent historique, à l'instar, pendant longtemps, de la Commune, de l'affaire Dreyfus ou de la guerre d'Algérie, autant d'événements qui ont précisément placé la gauche en face de la question sociale et de la question nationale. Non seulement celle-ci a, majoritairement, choisi la solution de l'ordre et de la répression à des problèmes qui étaient ceux de la justice sociale, de l'idéal démocratique ou de la liberté des peuples. Mais elle a aussi refusé la réflexion sur ces

événements, se privant alors d'une compréhension de l'histoire et du renfort des intellectuels qui s'étaient préoccupés de l'assumer.

## **L'indifférence aux intellectuels**

La gauche en général et le parti socialiste en particulier ont tourné le dos aux intellectuels. Mais en agissant de la sorte, ils nient une bonne part de leur histoire, cette histoire par ailleurs régulièrement célébrée sans qu'aucun de ses enseignements ne soit conservé. Des intellectuels agissent certes dans la gauche politique. Mais, pour exister, ils sont contraints de minimiser leur identité et d'endosser les habits de la bureaucratie ou de la propagande. Le Bureau national compte l'un des meilleurs historiens du socialisme en la personne d'Alain Bergounioux . Mais cette compétence disparaît dès lors qu'il s'agit de défendre des positions politiques. L'histoire et le savoir sont inaudibles aux dirigeants du parti et aux courants qui le composent. Arnaud Montebourg ou Vincent Peillon, engagés depuis près d'une décennie dans la rénovation du PS, ont renoncé à faire valoir la compétence intellectuelle alors que le premier, avocat de profession, avait compris qu'elle pouvait représenter une perspective de changement et que le second avait multiplié les travaux de recherche ou les initiatives en matière de redécouverte des grands textes du socialisme .

Dans une réflexion « d'après-scrutin » de 2007, l'historien Gilles Candar dressa un bilan sévère mais juste de la désaffection d'un parti pour tout ce qui ne relevait de l'appareil et du pouvoir. « Dirigeants et militants aiment à rester entre eux. Ils se tournent rarement vers l'extérieur. On parle parfois de contacts avec les associations, syndicats, intellectuels et artistes, ou autres, à l'occasion d'une campagne électorale ou de l'élaboration de quelque texte

programmatische, mais l'opération est la plus souvent superficielle, sinon artificielle, y compris dans les cadres les plus officiellement "participatifs". [...] Certains exemples nationaux ont été révélateurs : pour prendre des exemples déjà anciens et donc cicatrisés, de l'absence du Premier ministre au centenaire de la Ligue des droits de l'homme et les combats de la gauche, ou aux obsèques du président Senghor, symbole de la décolonisation, de la "négritude" aussi et de l'internationalisme socialiste... Et pour parler de ce que je connais personnellement et directement : quel intérêt manifestent les socialistes (parti, dirigeants, militants...) pour les analyses de Jaurès ou de Blum, ou même d'auteurs plus récents ? Sans doute, ce n'est pas nouveau. Et je ne rêve pas d'un parti transformé en académie ou abbaye de Thélème, mais quand même ! Quels moyens sont donnés à l'Office universitaire de recherche socialiste ? Est-il normal qu'il ne soit à peu près jamais question nulle part, à aucun moment ni dans aucun lieu, même de réflexion ou de formation, des travaux ou des initiatives de *Mil Neuf Cent*, du *Mouvement social*, des *Cahiers Jaurès* ou des *Cahiers Blum*, des *Œuvres* de Jaurès... »

Où sont les socialistes dans les combats qui ne les concernent pas électoralement ? C'est l'interpellation cruelle que lança l'actrice Josiane Balasko venue, le 11 novembre 2007, apporter son soutien aux mal-logés réfugiés rue de la Banque à Paris ? Quel soutien le parti accorde-t-il collectivement au Réseau Education sans frontières dont l'action contre la politique d'expulsion du gouvernement sauve l'image de la France ? Quelle importance donne-t-il aux mots et aux images, lui qui se berce dans le nom de Jaurès jusqu'à l'inscrire au fronton de sa grande fondation, *Fondation Jean Jaurès* ? Un continent critique s'entrouve ici, désastreux pour les socialistes. Le soir de la victoire socialiste du second tour des élections municipales, aucun des leaders de la gauche présents sur les plateaux de télévision n'a soulevé

le problème de fond de la politique de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement, à savoir la rupture du pacte républicain et un véritable harcèlement idéologique du pays commencé avec l'« identité nationale » si contraire aux fragiles mais réelles traditions démocratiques françaises.

Les socialistes n'ont plus de mémoire. Lorsqu'en 1893 et 1894, les gouvernements républicains de droite dite modérée firent voter aux députés, dans l'émotion des attentats anarchistes, des projets de loi suspendant d'essentielles libertés individuelles et institutionnalisant la persécution des esprits libertaires, Jaurès se dressa presque seul, avec libéraux, pour dénoncer un viol absolu des quelques libertés conquises au long du XIXe siècle et qui commençaient de protéger le citoyen contre la raison d'Etat. « On nous reproche de faire obstruction, s'exclama Jaurès dans un article de *La Dépêche* de Toulouse (24 juillet 1894) ; et nous, nous nous glorifions de nous opposer autant qu'il est en nous à une loi dont on pourra se servir pour inquiéter les plus tranquilles et les plus probes des citoyens... ». La politique répressive menée sous l'égide du ministère de l'Immigration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement mériterait un tel honneur dans l'opposition frontale. Mais les socialistes préfèrent s'en tenir aux thèmes électoraux les plus fructueux électoralement. Ils n'ont pas seulement perdu leur mémoire. Ils perdent leur honneur.

Qui ose dire que le parti ne cesse de contredire celui qui, avant de fonder le parti en 1905, était allé seul ou presque défendre les Arméniens massacrés par le « sultan rouge » dans l'empire ottoman puis l'« ennemi de classe » -parce que bourgeois et officier – Alfred Dreyfus condamné par l'antisémitisme et la raison d'État ? Serait-il encore possible rééditer ce que Lucien Herr, autre socialiste dreyfusard avec Jean Allemane ou Gustave Rouanet, écrivait en

octobre 1898 : « Nous sommes sévères pour nous-mêmes autant qu'il faut l'être : mais il faut, en revanche, qu'on soit juste pour nous. La vérité et aussi la merveille de cette époque, c'est que, dans une France rétrécie, racornie, un petit nombre d'hommes, pour une œuvre de justice, d'humanité et d'honneur, ont pu entreprendre la lutte contre la force souveraine des brutalités liguées, des intérêts syndiqués, des haines élémentaires coalisées ; c'est que, contre la force matérielle, contre la force sociale, contre les passions séculaires, contre les hiérarchies maîtresses du monde, contre les lâchetés égoïstes et les indifférences, ces quelques hommes ont pu, dans une bataille de chaque jour, ébranler une à une les âmes, éveiller une à une les consciences, troubler les quiétudes dormantes, évoquer les énergies éteintes, faire jaillir une espérance active en un idéal de justice humaine. Cela, qui n'eût été possible nulle part ailleurs, cet élan de générosité émancipatrice, c'est peut-être la seule noblesse et l'unique honneur de ce temps . » ?

Christophe Prochasson, historien des intellectuels et du socialisme français, a étudié le « désamour » du parti pour les intellectuels commencé aux lendemains de la Libération. « Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le Parti socialiste entretenait avec le monde des intellectuels dossier secret relations, certes heurtées, mais finalement confiantes. Ses principaux dirigeants, qu'il en fissent ou non l'aveu, étaient d'ailleurs des intellectuels ou en avaient la trempe . » Ils revendiquaient fréquemment cette identité ou du moins ne la rejetaient pas comme de nos jours. Prochasson souligne à juste raison que les intellectuels d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier et qu'il convient d'imaginer les termes nouveaux d'une rencontre plus qu'indispensable pour la politique et la démocratie : « C'est d'un autre modèle d'intellectuel dont la gauche a besoin que celui que l'histoire du XXe siècle lui a transmis. Ce modèle

héroïque a fait long feu comme bien des héritages du siècle passé, né d'ailleurs dans le siècle précédent. Il faut proposer une alternative plus démocratique qui contredit l'idée que les intellectuels disposeraient naturellement de prérogatives morales et politiques. Ils n'ont finalement, comme le disait Durkheim au temps même de l'affaire Dreyfus, que des "habitudes professionnelles", utiles, comme d'autres, à la réflexion que peut développer une famille politique à un moment donné. En réintégrant simplement les intellectuels dans le débat politique, sans user d'une vieille dramaturgie attribuant à ceux-ci des qualités éminentes parfois imaginaires, la gauche contribuera à sortir du piège dans lequel l'a enfermée sa croyance dans "la parole des gens", dans cette dictature calamiteuse d'une "opinion" aussi insaisissable que toxique. Redonner leurs droits aux idées, et non se noyer dans les "valeurs", reprendre confiance dans la volonté née de l'analyse du réel et de convictions enracinées dans une culture et une morale, c'est redonner à la politique un espace qu'elle semblait avoir perdu. »

## **La clef des itinéraires**

L'ironie de cette histoire, c'est que la rencontre des intellectuels et du socialisme eut bien lieu, mais hors d'un parti socialiste qui s'appliqua au contraire à combattre cette expérience et à en nier le succès. Plusieurs des penseurs dont l'œuvre aujourd'hui est déterminante à bien des égards ont participé à la construction d'un socialisme fondé sur la démocratie, libéré du dogme marxiste et du centralisme bureaucratique caractéristiques des partis communiste et socialiste. Et c'est précisément autour de Mai 68 et de l'esprit du mouvement que se réalisa

une telle rencontre aussi essentielle aux intellectuels qu'au socialisme. Revenir vers l'événement constitue donc un accès à cette histoire critique du socialisme autant que la clef des itinéraires scientifiques les plus achevés. Mai 68 démontre ici combien la politique peut s'inscrire dans la pensée, et combien celle-ci s'ouvre à de nouveaux horizons dès lors que la politique devient une question, et plus seulement un but.

Le témoignage de Pierre Rosanvallon, historien du politique aujourd'hui au premier plan, éclaire le legs de Mai 68 et plus encore la valeur de l'événement saisi par la gauche libérale en ses multiples composantes, étudiants de l'UNEF, syndicalistes de la CFDT, PSU auquel il adhéra en 1969 etc. « Le PSU m'apparaissait être le type de parti politique qui trouvait le juste rapport entre souci du gouvernement et culture critique. Dans la vie intellectuelle, on a envie d'être exigeant et de procéder à une lecture critique des événements. Mais pour être effectivement en passe de changer les choses, il faut aussi acquérir une culture de gouvernement. Pour moi, le PSU formait le projet d'un rapport vertueux entre ces deux idées. En 68, c'était un pôle organisé, présent sur la scène politique - Rocard allait être candidat à la présidentielle de 69 -, dans une optique réformatrice, à la fois en discussion et en rupture avec le monde gauchiste. »

A l'époque, Pierre Rosanvallon, jeune étudiant en école de commerce, s'était d'abord tourné vers la CFDT avant d'adhérer, en 1969, au PSU. « En 68, j'étais étudiant à HEC et militant à l'Unef. Je participais à de nombreux petits groupes de lecture et de travail, comme il en existait à l'époque, sur le tiers-monde notamment. C'était aussi pour moi l'époque des comités Vietnam. Mai 68, ce fut la chance, très grande, d'être acteur d'un événement qui élargissait soudainement le sens d'un engagement naissant. Le sentiment que beaucoup de choses

différentes se mettent en cohérence. Même si cela paraît incroyable aujourd'hui, il faut se souvenir qu'une des luttes marquantes d'avant 68 visait à supprimer l'interdiction pour les garçons d'entrer dans les chambres des filles à la cité universitaire d'Antony ! 68, c'est le sentiment que se conjuguent les différentes dimensions du changement de la vie: le changement politique et les ; changements personnels. Faire de la politique et changer la vie, changer sa vie, c'était ça le programme. Et puis c'était aussi la convergence et la rencontre entre des générations. Avec les militants de la guerre d'Algérie et ceux de la résistance (en 68, nous ne sommes que vingt ans après la fin de la guerre). Dans les milieux militants, c'est vécu comme une réplique. Ces trois générations -Résistance, guerre d'Algérie et 68- ont été très jeunes propulsées au centre du jeu des responsabilités. Mai 68, c'était, enfin, la troisième forme de mise en cohérence, à la fois un grand mouvement étudiant et un grand mouvement ouvrier. Le fait que plusieurs conférences de l'Unef se soient déroulées dans les locaux de la CFDT en a été une illustration. Voilà d'ailleurs pourquoi, personnellement, je me suis ensuite tourné vers la CFDT. Dès ma troisième année à HEC, j'ai ainsi commencé à faire des études économiques pour ce syndicat. »

L'engagement de Pierre Rosanvallon relevait bien davantage d'une expérience intellectuelle de la politique qu'un apprentissage militant. Le choix de la CFDT était à cet égard très cohérent puisqu'elle favorisait précisément de telles relectures des fondements du socialisme. Ce qui l'avait intéressé à l'époque où il fut permanent à la CFDT, « c'était la volonté de penser la question de l'émancipation politique à partir d'un travail sur les théoriciens "réalistes" de la domination (Machiavel, La Boétie, Pareto). C'était bien différent de Marx, qui pense que la domination est avant tout une domination économique, dont la domination

politique est seulement dérivée. » Pierre Rosanvallon se rapprocha logiquement de Claude Lefort, de Cornelius Castoriadis, qu'il fit écrire dans la revue de la CFDT. Il rencontra également « beaucoup d'intellectuels qui pouvaient apparaître comme proches de la CFDT », Alain Touraine, Edgar Morin, Serge Moscovici.

Cette découverte de la « deuxième gauche » fut déterminante d'autant qu'elle permit d'imaginer le projet d'un socialisme libéral qui serait une « alternative à la pathologie totalitaire » : « Une alliance se noue alors, expliqua l'historien, entre la deuxième gauche politique et une gauche intellectuelle antitotalitaire composées d'anciens communistes qui avaient quitté le parti en 1956 -d'Edgar Morin à François Furet, pour faire vite -et de théoriciens comme Claude Lefort et Cornelius Castoriadis. S'agrègent aussi, à leur façon, des individualités comme Michel Foucault, que j'ai rencontré après avoir publié en 1977, *Pour une nouvelle culture politique* avec Patrick Viveret. Un livre emblématique du chantier de la deuxième gauche dont Foucault fut l'un des premiers à m'écrire qu'il s'y reconnaissait complètement. Cela a débouché sur « Vivre à gauche », un grand colloque que j'ai organisé, typique de cet esprit de 68 canalisé dans un réformisme institutionnel, auquel Foucault a absolument tenu à participer et qui a donné lieu à un numéro spécial du *Nouvel Obs*. En même temps, il s'agissait aussi de prendre le pouvoir au sein du PS. Les législatives de 78, avec la déclaration de Rocard sur l'archaïsme de la gauche, seront l'occasion de lancer l'offensive. Mais la gauche va échouer et Rocard caler face à Mitterrand et perdre au congrès de Metz - cela marquera un point d'arrêt politique pour une deuxième gauche qui demeurera un aiguillon mais ne parviendra pas à devenir la force commandante. »

Bien qu'emblématique de la force d'attraction de l'autre gauche - précisément parce qu'elle

s'offrait d'être construite par ceux-là mêmes qui la rejoignaient - Pierre Rosanvallon ne fut pas le seul à s'y investir au point d'y forger une profonde pensée du politique. Michel Crozier, Claude Lefort ou Alain Touraine s'y impliquèrent pour des raisons aussi fortement individuelles qu'intellectuelles. L'hommage qu'en 1977 rendit le dernier à la « deuxième gauche » était à la hauteur des progrès accomplis. « Pourquoi le parti socialiste ne pourrait-il pas faire de manière décisive ce que la CFDT réussit si courageusement : être l'opérateur politique des nouvelles contestations ? » Alain Touraine, qui avait participé au mouvement de Mai, en avait écrit une première analyse , et s'était impliqué dans le renouveau de la « deuxième gauche » voyait dans les Assises du socialisme tenues en 1974 la promesse d'un changement profond, la seule voie véritable d'avenir politique, « celle qui donne la priorité au renouvellement des thèmes et des sensibilités politiques [...]. Elle doit beaucoup à ceux qui sont venus du PSU ; elle est fortement marquée par des liens avec la CFDT et se retrouve dans la revue *Faire* . »

Mai 68 a touché le sociologue Michel Crozier alors qu'il développait des travaux essentiels sur le « phénomène bureaucratique » et la « société bloquée » qui deviendra le titre de son ouvrage classique publié deux ans plus tard. Mais la plupart des essais qui allaient constituer ce livre « ont été écrits dans les deux années qui précédèrent la crise du mois de mai. Les thèmes qui étaient les leurs – celui du pouvoir, celui de la participation, celui du changement et celui de la crise – sont les thèmes mêmes qui ont été le plus profondément vécus par beaucoup de nos concitoyens au cours de l'explosion révolutionnaire à laquelle nous sommes livrés. » Mais son ouvrage ne procédait pas seulement des sciences sociales. Il était « le fruit d'une série de rencontres douloureuses entre mon expérience de chercheur et mes frustrations

de citoyen » - ces dernières étant soulagées également par un engagement fort dans la « deuxième gauche », particulièrement au Club Jean Moulin .

Quant à Claude Lefort qui avait donné, dès le mois de juin 1968, l'analyse la plus décisive du mouvement dans *La Brèche* co-rédigée avec Edgar Morin et Cornelius Castoriadis, son lien avec l'événement fut déterminant . L'élargissement des représentations et des pratiques de la politique était l'apport le plus décisif de cette lecture immédiate de l'événement. Le philosophe ne cessa par la suite de donner toute sa place à un événement qui avait fait entrer la politique dans la société et fonder la démocratie sur l'expérience individuelle autant que collective. Vingt ans après Mai 68, Claude Lefort en fixait encore en ces termes les enseignements essentiels pour le progrès démocratique :

« Je retiens seulement que naissent en 68 un nouveau langage et un nouveau style d'action. La référence aux grands principes ne suffit plus ; souvent, elle paraît même suspecte. La théorie comme telle excite une méfiance analogue à celle qu'inspire la discipline de parti. S'impose l'idée que c'est *ici et maintenant*, face aux autres – que s'offrent les chances de l'action. De là, la pratique de l'interpellation, de la provocation (qui n'a que rarement tourné à la persécution), dont l'objectif est de faire apparaître ce que dissimule le discours convenu, et par-delà, la croyance en l'ordre qui la soutient. Or, c'est bien cette pratique qui a rendu possible la propagation de la contestation de l'autorité d'un milieu à l'autre, de l'université au lycée ou à l'hôpital, parfois à l'entreprise, à la famille sûrement et jusque dans les Églises. Sur le pouvoir de la parole et sur l'ébranlement de l'autorité, les commentateurs ont beaucoup disserté. Mais ils n'ont pas été assez attentifs au changement qui survenait de l'inscription des conflits d'idées dans le tissu des relations personnelles. Je n'y vois pas tant le signe de l'expansion de

l'individualisme, mais plutôt d'une exigence nouvelle de ramener au registre du sensible ce qui était du domaine de la pure théorie. De cette exigence-là porte l'empreinte, me semble-t-il, les changements qui se sont produits depuis 68 dans les relations entre les femmes et les hommes, entre les parents et les enfants, entre les maîtres et les élèves, de même que dans les modes de lutte contre le racisme qui, plutôt que de se réclamer d'un principe, font appel à l'image du proche, du "pote". »

## **Une autre gauche**

Ainsi des penseurs clefs de la société et du politique avaient-ils eu un rapport singulier avec Mai 68 et l'avaient-ils prolongé par un engagement dans la « deuxième gauche », le parti le plus proche du mouvement. Ainsi le parti socialiste est-il cohérent dans son double rejet des intellectuels et de Mai 68, les uns comme l'autre ayant participé à la réalisation d'une autre gauche. En la refusant, le PS se prive des moyens de devenir un grand parti de gauche. Il se condamne à demeurer dans l'artifice ou la bureaucratie.

Mai 68 fut, avec l'anticolonialisme, l'événement qui en effet révéla l'identité de la « deuxième gauche » et qui montra toute la distance qui la séparait de la première gauche. Lors du congrès de Nantes du parti socialiste, en avril 1977, Michel Rocard, l'ancien dirigeant du PSU, choisit de distinguer et d'opposer deux cultures politiques en œuvre dans la gauche française. « La plus typée, qui fut longtemps dominante, est jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste ». L'autre culture, selon Rocard, était « décentralisatrice », « régionaliste », hostile aux « dominations arbitraires, celle des patrons, comme celle de l'État », favorable au

contraire à « l'autonomie des collectivités de base ». C'était la « deuxième gauche ».

Son histoire appartient à celle du socialisme français tout entier qu'elle éclaire et problématise. Il s'est fracturé une première fois le 30 décembre 1920, à l'issue du Congrès de Tours qui consacra la naissance d'une nouvelle gauche communiste, concurrente et bientôt ennemie de la vieille gauche jaurésienne de la Seconde internationale. Cette rupture découlait de la transformation historique créée par la révolution bolchevique d'octobre 1917 en Russie qui bouleversa la trajectoire des socialismes européens. Pour le cas français, l'avènement du communisme parut faire rejouer un vieux clivage ayant opposé, avant le XXe siècle et la naissance du parti socialiste unifié (SFIO) de 1905, les conceptions de Jules Guesde à celles de Jean Jaurès telles qu'elle s'exprimèrent, par exemple, dans la fameuse conférence dite des "deux méthodes" (Lille, 26 novembre 1900). Dans le détail, les reclassements furent plus complexes et moins prévisibles. Néanmoins s'exprima bel et bien une opposition classique entre un socialisme fermé et doctrinaire, et un socialisme plus ouvert, réformiste et de tendance libérale alors que le premier restait indissolublement lié au marxisme. Ce clivage se poursuivit au sein même de la "vieille maison", la SFIO restée orpheline après sa rupture avec la nouveau parti communiste SFIC. Cependant, l'ascendant croissant de Léon Blum, héritier naturel de Jaurès, sur un parti socialiste vidé d'une partie de ses forces doctrinaires, assura la permanence d'un humanisme politique et moral. Celui-ci trouva ses limites avec l'expérience du Front populaire, mais il sut renaître dans la Résistance et porter des idéaux socialistes renouvelés à l'aube de la Libération. L'espoir changea de camp avec la victoire de Guy Mollet sur l'héritier de Léon Blum, Daniel Mayer. Le parti se rigidifia, la doctrine se referma. Au début des années cinquante, une active minorité oppositionnelle se développa,

d'abord clandestinement chez les étudiants socialistes, puis ouvertement dans de nombreuses sphères dirigeantes ou militantes jusqu'à la scission du congrès d'Issy-les-Moulineaux en septembre 1958 et la création du Parti socialiste autonome – SFIO.

## **La lutte contre le colonialisme**

La lutte contre la guerre d'Algérie constitua l'événement fondateur de la « deuxième gauche ». Elle représenta une expérience commune qui sut exprimer et rassembler les attentes des nombreux courants de la gauche dissidente. Le fait que ce combat venait après des années de dénonciation du colonialisme, le fait qu'il défendait les idéaux démocratiques les plus proches de la Résistance ou de l'affaire Dreyfus, le fait qu'il mettait en cause une gauche socialiste, communiste et radicale dominée par le nationalisme et la raison d'État, tout concourait à ce que cette « deuxième gauche » en gestation forge son unité ou du moins son identité. Les premières protestations sont l'œuvre de personnalités certes individuelles, mais très représentatives des différents courants qui convergent en 1958. Claude Bourdet est l'un des premiers à dénoncer l'utilisation de la torture par l'armée française, comme André Mandouze de *Témoignage chrétien* ou Henri-Irénée Marrou, par ailleurs militant de la minorité de gauche de la CFTC, qui signe dans *Le Monde* une retentissante tribune, « France, ma patrie ». Mais le caractère décisif de cette lutte s'imposa lorsque Guy Mollet et son gouvernement optèrent pour la guerre à outrance.

En janvier 1957, des minoritaires de la SFIO, tels Oreste Rosenfeld, Robert Blum, ou André Seurat, rapidement rejoints par le juriste André Hauriou et l'historien Ernest Labrousse, créent

le Comité d'études et d'action pour la paix en Algérie. Leur objectif vise à s'opposer comme socialistes à la guerre. Rapidement, le Comité devient la structure d'organisation de la minorité. Alain Savary, Michel Rocard, Albert Gazier s'y investissent. Un rapport signé d'Henri Frenay, mais rédigé par Michel Rocard, est présenté au printemps à la VI<sup>e</sup> section socialiste de Paris en vue d'agir sur le Congrès fédéral de la Seine qui doit préparer le congrès national de Toulouse. Constatant que « la gauche française est pratiquement décapitée par l'impuissance [du] parti » et que « la protestation que la gauche se devait d'exprimer est reprise à la fois par des radicaux et des catholiques, remplaçant le parti de Jaurès défaillant », les deux socialistes proposent l'indépendance de l'Algérie et la fin immédiate des opérations pour « une solution pacifique du problème algérien ».

Alors que le processus menant à la scission des minoritaires s'accélère pendant l'été 1958, Michel Rocard est envoyé en Algérie comme jeune inspecteur des finances après sa sortie de l'ÉNA. Aidé de quelques hauts fonctionnaires et d'un ancien dirigeant des étudiants socialistes, il enquête sur les regroupements opérés par l'armée française sur les populations musulmanes et les conditions de vie dans les camps responsables d'une mortalité effrayante . Achevé en février 1959, son rapport est remis à Paul Delouvrier, délégué général en Algérie. Il en fait parvenir un au général de Gaulle à l'Élysée et un autre au ministre de la Justice, Edmond Michelet. Deux membres du cabinet de celui-ci, dont Joseph Rovin, ancien déporté, militant chrétien proche d'*Esprit*, confient le rapport au *Monde* et à *France Observateur* qui en publient de larges extraits les 16 et 18 avril. Le scandale est immédiat. Même si le nom de Michel Rocard n'est pas rendu public, nombreux sont ceux qui, au PSA, au Club Jean Moulin, n'ignorent pas l'identité de son auteur. Jacques Julliard attribue au rapport Rocard une place

de choix dans la conception de l'antitotalitarisme par la deuxième gauche : « la première fondation de l'antitotalitarisme en France, ce fut la lutte contre la guerre d'Algérie. Il y a eu des camps en Algérie ; même si, bien entendu, ces camps ne sont pas comparables aux camps nazis ou aux camps staliniens, il reste qu'il y a eu des camps et que, dans l'esprit de beaucoup de gens – il y a eu un rapport qui fait partie de la mythologie de la période : le rapport Rocard sur les camps – il y a eu l'amorce de la réflexion postérieure sur le totalitarisme. » « Michel Rocard, ajoutait-il, faisait sortir cette histoire d'un cadre purement colonial pour l'inscrire dans une perspective plus générale, celle des camps et du totalitarisme »

La guerre d'Algérie fut essentielle pour l'avènement de la deuxième gauche. Elle révéla d'abord l'archaïsme de la gauche socialiste, communiste et radicale qui se refusait à comprendre le suicide politique et moral auquel menait le choix de la répression. Le combat contre la guerre et la torture dans la République permettait aussi de rapprocher dans une même lutte des courants de gauche apparemment très dissemblables, mais que finissaient par unir des valeurs communes révélées dans l'engagement. La guerre d'Algérie démontrait enfin la nécessité d'un socialisme dégagé des illusions du marxisme et du nationalisme, ancré dans un réformisme social et intellectuel, décidé à mettre en pratique l'exigence démocratique de la gauche. Cette importance du conflit expliqua pourquoi la deuxième gauche n'envisagea pas le retour du général de Gaulle et la transformation des institutions avec la même hostilité que les mendésistes. Leur séparation se réalisa sur ce double enjeu, de la V<sup>e</sup> République et de la guerre d'Algérie. Pour autant, leur vision du socialisme restait très proche.

## **Naissance d'une dissidence**

Au début de l'année 1958, la détermination des minoritaires de la SFIO augmente encore. Ils sont soutenus à l'extérieur du parti par les nouvelles gauches, par la vieille gauche blumiste, et par tous les courants chrétiens et laïcs mobilisée contre la guerre et la torture. À l'intérieur du parti, les mises en demeure se multiplient. Alors que la direction des étudiants socialistes a été suspendue le 22 octobre 1957, Michel Rocard, Alain Badiou, ou le futur anthropologue Emmanuel Terray s'engagent à démissionner, dans une lettre adressée le 3 juin 1958 aux responsables du Comité d'études et à des élus socialistes parmi les plus engagés dans le combat minoritaire (Raymond Badiou, Édouard Depreux, Daniel Mayer, ou Robert Verdier), si la direction de la SFIO ne prend pas les décisions qui s'imposent. « Nous sommes assez jeunes pour rester encore responsables de notre avenir », écrivent-ils en conclusion. La scission était lancée. La participation de Guy Mollet au gouvernement du général de Gaulle et son ralliement aux nouvelles institutions jugées menaçantes pour la démocratie précipitent la rupture. Elle aboutit le 8 septembre 1958 lors du congrès annuel de la SFIO. L'essentiel des minoritaires la quitte et crée le parti socialiste SFIO autonome. Alain Savary, avec Édouard Depreux, Robert Verdier, Pierre Bérégovoy et Michel Rocard, en sont les principaux animateurs.

Stratégiquement, les dirigeants du PSA exploitent la veine antigaulliste pour accélérer l'unification des gauches dissidentes, ce qui ne les empêche pas pour certains, comme Michel Rocard, de militer au Club Jean Moulin qui est passé d'une résistance au général de Gaulle à un soutien, critique puis constructif. Durant l'été 1959, des pourparlers sont organisés entre les

différentes composantes de l'Union des forces démocratiques, une formation issue des ententes qui ont été nouées pour les élections législatives de 1956 entre les mendésistes, la Jeune République et le Parti des nouvelles gauches (ex-Comité de liaison), et étendue en décembre 1957 aux communistes dissidents, aux trotskistes, aux radicaux, aux chrétiens progressistes, etc. Au sein de ces « nouvelles gauches » ou gauches dissidentes, « les spécificités idéologiques résistent, mais l'unification est fondée sur une relecture réformatrice et "réaliste" du socialisme de gauche, avec l'espoir de bâtir un parti de "troisième voie" capable de proposer une réforme socialiste du capitalisme. »

Cette volonté des « nouvelles gauches » d'adapter le socialisme rencontre le projet des minoritaires de la SFIO en rupture de ban. Le Parti socialiste unifié naît le 3 avril 1960, sur la base d'un vaste regroupement politique, mais en intégrant aussi un fort noyau syndicaliste venu de la CGT, de la CFTC, de la FEN, ou de l'UNEF, et se ménageant de puissants relais dans la presse et les revues. La guerre d'Algérie sert d'événement mobilisateur et unificateur. Avec ses 15 000 militants, le PSU est un lieu essentiel d'opposition à la politique de guerre et aux activistes de l'OAS.

## **L'« antiparti » et la politique recréée**

Plus encore que du PSA d'Edouard Depreux, Michel Rocard et Alain Savary, la jeune formation était née le 3 avril 1960 de la fusion de forces dissidentes venues des grands trois grandes partis de la gauche, des socialistes avec Claude Bourdet, Gilles Martinet, des

communistes avec Jean Poperen, et des radicaux dont le plus emblématique fut Pierre Mendès France en rupture de parti. Une forte base syndicale et intellectuelle complétait les soutiens du PSU, des militants d'une part de la Confédération générale des travailleurs chrétiens (CFTC), de l'Union nationale des associations générales d'étudiants de France (UNEF) et de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), des membres du Club Jean Moulin ou du *Nouvel Observateur* de l'autre.

La richesse du recrutement et l'engagement pour la politique ne faisaient pas nécessairement un nouveau parti. Ce fut même, pour reprendre l'expression de Pierre Rosanvallon, un « antiparti » dominé par de nombreuses tensions internes. Lorsqu'en effet s'acheva le combat anticolonial après les accords d'Evian reconnaissant l'indépendance de l'Algérie, des divergences profondes se firent jour au sein du PSU. Elles séparèrent le groupe constitué notamment de Claude Bourdet, Jean Poperen et Manuel Bridier, doctrinaire, favorable à l'autonomie du parti, du groupe de Michel Rocard, Marc Heurgon et Gilles Martinet plus pragmatique sur le gaullisme et décidé à réussir l'unité, au sein du parti mais aussi à l'extérieur en imaginant réformer la première gauche elle-même. Alors que se profilaient les événements de Mai 68, les tensions redoublèrent sur la question de l'autonomie ou de l'alliance avec la Fédération de la gauche démocrate socialiste (FGDS) et la Convention des institutions républicaines de François Mitterrand. Le congrès de 1967, qui se révèle finalement favorable aux autonomistes, accentua le clivage entre les deux courants.

Les stratégies d'action électorale divisaient ainsi le PSU. Le problème de l'alliance avec la gauche institutionnelle se pose à chaque élection. Le parti décide en 1963 de ne pas soutenir Gaston Defferre, et s'engage finalement, non sans hésitations, en faveur de François

Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1965. En 1967, Pierre Mendès France est l'un des quatre députés élus sous les couleurs du PSU, mais avec le soutien de la FGDS. Le congrès qui suit entraîne une grave rupture qui suscite des départs vers le futur parti socialiste. Officiellement créé au congrès d'Alfortville du 4 mai 1969 sous le nom de « nouveau parti socialiste », pris en main par François Mitterrand au congrès d'Épinay-sur-Seine en 1971, celui-ci séduit un nombre croissant de dirigeants de la « deuxième gauche » lassés des scores électoraux résiduels et des tensions internes : un « socialisme critique » certes, mais qui n'a plus de prise sur la politique.

Pourtant, les 15 000 militants, dépassés par les enjeux d'appareil demeurent plus intéressés par la dimension intellectuelle donnée à la politique. Le PSU conserve en effet un potentiel d'unité et de mobilisation dans sa capacité à se saisir des questions économiques, sociales et politiques, qui traversent une France en pleine expansion mais privée de véritables alternatives au gaullisme. L'influence du parti est bien supérieure à sa définition même de parti. C'est un laboratoire pour la gauche toute entière, et même au-delà. L'élection de Pierre Mendès France comme député de Grenoble prit la dimension d'un scrutin national, montrant combien le PSU était investi d'un pouvoir de changer la politique jusque dans ses passages les plus obligés. C'était le résultat d'un engagement inédit pour démocratiser la société comme l'exprima par la suite Michel Rocard, l'un des principaux animateurs de cette volonté, en se souvenant des Rencontres socialistes de Grenoble de mai 1966 : « Les idées lancées là marquèrent longtemps la pensée renouvelée de la gauche démocratique et ce colloque (mai 1966) eut un succès de presse considérable. Il fut suivi de multiples rencontres autour du thème "décoloniser la province", acte de naissance, à gauche, de la réflexion sur la décentralisation et sur le "trop

d'État". Durant toute cette période, en effet, l'ordre du jour était la démocratisation de la société française. Si le PSU s'est voulu un laboratoire d'idées, ce n'était ni faute de mieux ni pour occuper un temps que sa situation ne lui permettait pas de consacrer à la conquête du pouvoir. C'est parce que, dans les années soixante, dans les secteurs les mieux formés et les milieux informés de la gauche, une prise de conscience s'était opérée qui marquait, vingt ans avant que ce thème ne devienne à la mode, la mise en cause des idéologies. [...] C'est ainsi que les femmes et les hommes de ma génération ont été conduits, les premiers dans la vie politique française, à intégrer les problèmes de société dans une réflexion qui portait jusqu'alors tantôt sur l'idéologie, tantôt sur la tactique. »

Michel Rocard résuma ces préoccupations dans une expression très critique pour la première gauche, « redécouvrir ce que nul n'aurait jamais dû oublier : la société a droit de cité dans la vie politique. A réduire celle-ci à l'intervention de l'État, on se condamnait non seulement à passer à côté des solutions efficaces mais, plus dangereusement encore, à ne pouvoir user comme moyens que de ceux donnés par l'État, c'est-à-dire principalement des moyens de contrainte. C'est pour l'ensemble de cette démarche que les années soixante ont revêtu une importance décisive. »

Le parti montra son pouvoir de compréhension de la société en intervenant, dans les premiers mois de 1968, sur deux terrains de crise, d'une part des conflits du travail (Rhodiaceta, Berliet) sans fortes consignes syndicales, conduits par des comités de jeunes salariés se mobilisant sur le droit à l'expression, et de l'autre les universités et la remise en cause des formes traditionnelles de transmission du savoir. « Deux documents du PSU, le rapport sur les formes nouvelles de grèves et l'adresse du PSU à ses étudiants, furent [...] les seuls qui, dès la fin du

mois de mars, évoquaient sur la scène politique les causes du malaise qui n'allait pas tarder à provoquer l'explosion de mai. »

## **A l'avant-garde du mouvement**

En mai 1968, le PSU s'imposa comme le parti politique le plus en phase avec l'engagement de la jeunesse qu'il tenait pour l'une des principales « forces vives » de la société et qu'il pouvait mobiliser grâce à ses liens avec l'UNEF (son président Jacques Sauvageot en était membre). Ses militants disputaient à l'extrême gauche la direction du mouvement et ses intellectuels se saisissaient de ce qu'ils concevaient comme une lame de fond afin de confronter le socialisme au réel. Pourtant, le PSU disparut corps et biens dans les années qui suivirent Mai 68, pour des raisons qui tinrent à ses divisions internes mais aussi au refus de la gauche communiste, socialiste et centriste d'en reconnaître les idées et les hommes. La tentative de réformer les grands partis et leur doctrine par la dissidence et l'engagement fut en partie vaine.

A la veille des « événements de mai », le PSU représentait bel et bien une sérieuse option de renouveau et de reconquête offert à une première gauche autoritaire et archaïque. Dès les premières manifestations, le PSU se porta vers les étudiants avec les Etudiants socialistes unifiés. Le lendemain de la soirée décisive du 10 mai, le bureau national du PSU appela les grandes organisations syndicales à une protestation collective unitaire, laquelle prit la forme du défilé du 13 mai. Dans ce rôle de premier plan, le PSU profitait pleinement de sa proximité avec les organisations étudiantes mais aussi de son implantation dans les milieux ouvriers via

la CFDT.

Responsable incontournable du parti, Michel Rocard joua un rôle politique et organisationnel déterminant en tentant d'éviter que le mouvement ne bascula dans la logique insurrectionnelle et l'impasse idéologique. Rocard obtint notamment que la manifestation prévue le 25 mai, et qui risquait de dégénérer dans la violence en raison des brutalités policières de la veille, se déplaça dans un lieu fermé. Ce fut le meeting du stade Charléty du 27 mai réunissant 30 000 personnes précédé d'un défilé de l'UNEF parti des Gobelins. Le PSU en fut le principal acteur avec l'UNEF, une partie de l'extrême gauche, de nombreuses fédérations de la CFDT, la FEN qui avait appelé à participer à Charléty et des représentants du syndicat Force ouvrière. Cette configuration pouvait apparaître comme une alternative crédible à un pouvoir gaulliste impuissant, un parti communiste dépassé et un mouvement gauchiste tenté par la surenchère révolutionnaire. L'espoir de transformer la « révolte de mai » en une véritable offre politique était encore d'actualité, pour quelques heures encore. Pour Michel Rocard encore, il s'agissait de « tenter de faire se rejoindre la protestation populaire et la vie politique institutionnelle, d'autant que l'impuissance dont le pouvoir semblait alors frappé pouvait ouvrir la voie à une rupture de la continuité républicain, qu'il nous fallait empêcher. [...] L'urgence était de donner à ce message une traduction politique forte et claire, qui l'épure de toute connotation révolutionnariste et en permettre l'insertion dans une ligne de transformation sociale et culturelle énergique. »

Tout était possible à Charléty en ce lundi après midi pluvieux et exalté, et « dominant les passions, une sorte de ferveur, comme au seuil d'événements considérables et encore mystérieux que cette foule paraît appeler de ses vœux. » Le mouvement de Mai touchait là à

son apogée, dans le sentiment partagé de la liberté. *Les barricades de mai*, « ce livre composé alors que les fumées lacrymogènes se dissipait à peine », choisit de s'achever sur Charléty. « Car Charléty (et la suite ?) prouvait qu'en construisant leurs Barricades de Mai, les étudiants avaient construits autre chose. Quelque chose qu'aucun assaut de policiers, obéissant à quelque régime que ce soit, ne parviendrait à détruire ? » La chute allait être d'autant plus brutale.

### **Le vent de la liberté**

Mai 68 représenta un moment, rare dans l'histoire des sociétés modernes, où la personne seule, l'individu ordinaire, fut en situation de d'exprimer publiquement et de s'exprimer sur le pouvoir, sur l'État, sur l'ordre. Le philosophe Cornelius Castoriadis n'hésita pas à parler même de « nouvelle période de l'histoire universelle <sup>1</sup>», précisément en vertu de ce pouvoir conquis des individus sur leur destin.

La manifestation du 13 mai fut particulièrement le lieu de cette expression par laquelle chacun accédait à la conscience d'agir et de penser le monde, des fonctions naguère réservées à des élites officielles. La candeur des passions résonnait comme une naissance, un passage à l'âge adulte après une si longue attente. Défilait toute une société naguère invisible en un cortège ému et solennel comme le raconta Mavis Gallant présente ce jour-là <sup>2</sup>. L'écrivaine nord-américaine se souvenait particulièrement de ce « professeur de lycée, une femme d'une

---

<sup>1</sup>. Jean-Marc Coudray (Cornelius Castoriadis), « La révolution anticipée », in *La Brèche*, Paris, Fayard, 1968, p. 92.

<sup>2</sup>. Mavis Gallant, *Chronique de Mai 68*, traduit de l'anglais par Françoise Barret-Ducrocq, Paris, Rivage, coll. « Rivage poche/Bibliothèque étrangère », 1998, pp. 30-31.

quarantaine d'années, qui a défilé jusqu'à Denfert-Rochereau et est revenue pour regarder. Elle porte une pancarte au bout d'un bâton A BAS LA REPRESSION POLICIERE en majuscules au tracé maladroit. Elle tient son bâton à l'envers et s'appuie dessus. Elle dit qu'elle a été gaulliste toute sa vie jusqu'à vendredi. »<sup>3</sup>

Les travaux récents de Philippe Artières ont souligné combien ces pratiques d'écriture ordinaire et quotidienne au cours de mai 68 traduisaient les expériences de liberté individuelle et la conviction que la société pouvait devenir un espace de la parole. Cette expérience fut en permanence partagée durant les jours de mai où la France découvrit qu'elle avait une jeunesse. L'un des lieux de cette parole aussitôt répandue dans la ville fut, à l'École des Beaux-Arts du quai Malaquais, l'atelier qui fabriquait les affiches de « la lutte ». « On ne voulait pas quitter l'école, confiait un des élèves, on y dormait, on y vivait jour et nuit ! »<sup>4</sup>

L'expression libre et l'appropriation de l'espace dévoilèrent un niveau de maturité d'une société accédant à son histoire et choisissant d'en donner un récit, exactement comme le firent les New-Yorkais après le drame du 11 septembre 2001 lorsque les rues de la ville furent ornées des photographies et des souvenirs des disparus des Twins Towers. Dessins, affiches et graffitis furent des actes civiques au plein du terme, ainsi que le souligne en 2008 la sociologue Christine Fauré<sup>5</sup>. L'inscription d'un horizon esthétique dans l'univers social se voulait une libération de l'imaginaire autant qu'une revendication de dignité individuelle. Par delà les violences de certains manifestants se déployait le besoin d'exister socialement et politiquement de tout un peuple d'employés, de femmes et de petites gens.

---

<sup>3</sup>. *Ibid.*, p. 32.

<sup>4</sup>. Béatrice Fraenkel, « Les affiches de Mai ; l'atelier populaire des Beaux-Arts », in Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68. Une histoire collective*, op. cit., pp. 277 et 280.

<sup>5</sup>. Christine Fauré, *Mai 68 en France ou la révolte du citoyen disparu*, op. cit.

Le sentiment de liberté conquise était partout présent pour ceux qui participèrent au mouvement, y compris dans « l'émeute » dont la violence était, de part et d'autre, des étudiants au préfet de police, contrôlée. « J'ai vécu intensément les moments d'émeute, confia Alain Touraine, à l'époque professeur de sociologie à l'université de Nanterre. Parce que j'appartiens à un pays dominé par son État, je me suis senti tout à fait à ma place à l'intérieur des barricades de la rue Gay-Lussac, comme je me suis senti heureux, après un long circuit dans Paris, dans la nuit du 24 au 25, enfermé dans la Sorbonne jusqu'au matin. »<sup>6</sup> L'historien Pierre Vidal-Naquet qui participa lui aussi à beaucoup des manifestations du mois de mai se souvint de « l'explosion de la fête » : « partout la musique, la danse, la liberté d'une parole retrouvée. Je ne connais pratiquement personne qui n'ait alors exprimé sa stupéfaction. C'était, par exemple, le cas de Pierre Nora et de François Furet que je rencontrai au cours de cette nuit [du 13 mai] et qui n'étaient pas exactement d'ardents révolutionnaires. »<sup>7</sup>

L'expérience de la liberté était aussi, en mai 1968, celle de la conscience de l'histoire, l'histoire en train de s'écrire, le passé privé d'écriture comme ces événements à l'époque rejetés du grand récit national, de l'affaire Dreyfus à la Guerre d'Algérie, de la Commune au Front populaire. La manifestation du 13 mai prit la forme d'une « immense marche pacifique à travers Paris, où dans une organisation mise sur pied par la FEN, la CFDT et le PSU, l'appareil communiste officiel côtoya les dirigeants étudiants 'gauchistes'. Cela ne se reverrait plus », souligna Michel Rocard en 1987. L'historien ne peut que rapporter ce défilé à celui qui entourait l'inauguration de la statue du triomphe de la République, place de la Nation, le 19 novembre 1899, telle qu'elle fut racontée dans un texte héroïque par le jeune Charles Péguy,

---

<sup>6</sup>. Alain Touraine, *Un désir d'histoire*, op. cit., p. 200.

<sup>7</sup>. Pierre Vidal-Naquet, *Mémoires*, Paris, La Découverte et le Seuil, 1998, pp. 284-285. Et, plus loin (p. 304) : « avec ce souffle de liberté qui me fait parfois penser à Athènes. »

hommage aux dreyfusards victorieux. Ou bien la grande manifestation populaire du 14 juillet 1935 telle que l'avait évoquée naguère Jean Guéhenno....

Ce vent de liberté, cette expérience du politique, cette conscience d'un destin choisi firent émerger à l'âge adulte, comme dans ces autres moments de bonheur collectif et de passion civique, des groupes dominés et des engagements nécessaires. Pour les premiers, les jeunes, les femmes, les ouvriers. Ce sont eux que l'on vit sur les photographies du mouvement. Pour les seconds, l'image elle aussi témoigna, témoignages de guerre au Biafra ou au Vietnam, images de violence et de massacres, images saisies par une poignée de photographes qui s'étaient forgés une éthique de l'information. Ce sont les mêmes qui intervinrent au cœur de l'événement de Mai 68. Ils devinrent des acteurs à part entière du mouvement. De Bruno Barbey à Raymond Depardon, de Henri Bureau à Gilles Caron, de Claude Dityvon à Jean-Pierre Bonnotte, une exceptionnelle génération se forgea dans cette année 1968. Elle portait et exprimait à la fois un regard-monde que les circonstances rendaient plus impérieux encore

Le plus idéaliste d'entre eux, celui qui réalisa les photographies les plus éclatantes du mouvement de mai, dont le cliché devenu mythique de Daniel Cohn-Bendit défiant d'un sourire ironique un CRS casqué, disparut deux ans plus tard, le 5 avril 1970, au Cambodge à l'âge de trente et un ans. Longtemps oublié, il est revenu dans la mémoire depuis le trentième anniversaire de Mai 68. Un livre préfacé par Daniel Cohn-Bendit, une série d'exposition, une biographie attendue en 2008 sans compter en 2006, l'ouvrage de l'Association Reporters sans frontières, *Gilles Caron. Pour la liberté de la presse*<sup>8</sup>. En 1988, pour rendre hommage au travail du photographe, son ami Raymond Depardon était revenu sur les lieux qu'avait parcourus vingt ans plus tôt Gilles Caron, « témoin à risque, transformé, porté, solidaire. Avec son 28 millimètres et son Nikon toujours plus près, toujours plus rapide. Un photographe de

---

<sup>8</sup>. 152 p.

presse, d'actualité, agile et silencieux, toujours au bon endroit... comme un grand "regardeur", un grand photographe tout court. »<sup>9</sup>

### **Des chercheurs engagés**

Mai 68 arriva dans un contexte d'établissement des sciences sociales, près de soixante-dix ans après leur naissance à l'ombre de la sociologie durkheimienne. Le mouvement étudiant et ouvrier était un laboratoire grandeur nature pour des chercheurs qui pressentaient la crise sociale et universitaire et qui l'avait à plusieurs reprises annoncée<sup>10</sup>. Leur engagement dans le mouvement fut rarement idéologique et bien plus nettement critique, comme un devoir professionnel de se porter vers l'événement et de l'analyser à chaud pour en nourrir le sens et mobiliser ceux qui avait le courage de se battre.

Michel Crozier, qui n'avait pas encore publié *La société bloquée*<sup>11</sup>, s'adressa aux étudiants le 24 mai dans une *Lettre* qui, de l'avis de Claire Andrieu, historienne du Club Jean Moulin auquel appartenait le sociologue, vibra « de l'émotion de ces journées<sup>12</sup> ». Il écrivait en ouverture : « Vous êtes en train de vivre la crise la plus profonde que la société française ait vécue depuis un siècle. [...] Vous vous êtes dressés contre l'absurde, contre le

---

<sup>9</sup>. Raymond Depardon, *Paris journal*, Paris, Hazan, 2004, p. 155. « Avec Gilles, les rues de Paris semblaient porter des barricades éternelles et prenaient à l'aube des allures historiques. » Voir également l'hommage du « french doctor » et actuel ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, « Gilles Caron au bout du courage », in *Gilles Caron. Pour la liberté de la presse*, Paris, Reporters sans frontières, 2006., p. 11.

<sup>10</sup>. Notamment dans les articles qu'Alain Touraine publia dans *Le Monde*. Voir *Le Communisme Utopique*, *op. cit.*

<sup>11</sup>. Michel Crozier, *La société bloquée*, Paris, Le Seuil, 1970.

<sup>12</sup>. Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République. Le Club Jean Moulin (1958-1970)*, Paris, Fayard, coll. « Pour une histoire du XXe siècle », 2002, p. 505.

non-sens, contre la caricature qu’avaient donnée de nous-mêmes et de notre tradition scientifique des générations d’universitaires pédants, de bureaucrates bornés et de révolutionnaires autoritaires. La France était en train de perdre la bataille de l’intelligence. [...] Vous avez eu le courage de non et l’incroyable faiblesse d’un système où plus rien de vivant n’apparaissait a été révélée tout d’un coup aux yeux de tous. Ce que vous croyiez vous-mêmes impensables est arrivé. Le système a éclaté, les barrières ont sauté et, dans un immense soulagement, les milliers de cellules de base qui constituent la vie intellectuelle de ce pays ont senti tout d’un coup la vigueur de leur propre activité créatrice. »

Pour que « la révolution que vous avez commencée » soit « une révolution culturelle » véritable, Michel Crozier enjoignait aux étudiants de renoncer à l’impasse de l’extrémisme et de la radicalité idéologique. « Il ne s’agit pas de s’installer dans le délire, même si ce délire vous avez pu le communiquer à la France entière. Les malades ont souvent ainsi l’impression de résoudre leurs contradictions dans un état second où tout paraît possible. Dans l’embrasement général toute barrière disparaît, les individus se fondent dans un groupe unanime où tout le monde parle à tout le monde. Dans l’univers de ce discours, différences et oppositions s’effacent trop facilement. [...] Il y a, dans votre mouvement, la tentation de la communauté close, du groupe idéal, autonome et complet, bien enfermé dans une constitution juridique. Si vous y cédez, vous reproduisez finalement le modèle traditionnel dont vous voulez sortir. Vos professeurs seront vos prisonniers comme vous étiez les leurs. Vous n’aurez pas d’enseignants vivants, seulement le règne des médiocres. »

Michel Crozier insistait, dans sa *Lettre*, sur la nécessité de réformer de l’université par la pratique et l’intelligence, et non dans le dogme ou le délire. « Vous ne vous protégerez pas contre les retours du monstre en cherchant des garanties juridiques ou financières, mais en ouvrant enfin les fenêtres vers le monde extérieur. » Ce qui signifiait « exiger la création de nouveaux établissements expérimentaux » et même « obtenir que tous les établissements

nouveaux qu'il est désormais indispensables de créer soient effectivement dossier secret établissements expérimentaux » avec comme « première condition du maintien de leur volonté expérimentale, c'est-à-dire concurrentielle, c'est qu'ils n'aient pas de ressort géographique, c'est-à-dire qu'ils puissent librement recruter leurs étudiants, comme leur professeurs, sans distinction d'origine géographique ou de caste mandarinale. » Créer effectivement l'autonomie, c'était alors ébranler le « vieux système » et s'attaquer à la bureaucratie. Le sociologue donnait aux étudiants le conseil de mettre « fin au système des castes », « d'attaquer [...] ces pierres angulaires du vieux système : les grands concours et les agrégations », « d'obliger le ministère de l'Education nationale à renoncer à tous ses pouvoirs de gestion » et de supprimer « le poste absurde de recteur ».

La même posture critique caractérisait les autres chercheurs engagés dans le mouvement, que cela soit Alain Touraine s'opposant à l'idéologie suicidaire des étudiants révolutionnaires de Nanterre <sup>13</sup>, Pierre Vidal-Naquet refusant de crier « CRS-SS » <sup>14</sup> ou Jean-Pierre Vernant allant expliquer aux dirigeants communistes combien ils avaient tort de combattre l'autonomie étudiante <sup>15</sup>. Tandis que le premier publiait *Le Mouvement de Mai ou le Communisme utopique* <sup>16</sup>, le deuxième faisait œuvre d'historien-philologue en recueillant puis en éditant avec Alain Schnapp toute la documentation possible. Suggéré au Seuil par Jacques Julliard,

---

<sup>13</sup>. Alain Touraine, *Un désir d'Histoire*, *op. cit.*, p. 202.

<sup>14</sup>. « Sans doute parce que j'appartenais à une génération qui avait connu les SS, et parce que j'étais un historien doué d'une bonne dose de scepticisme, qui observait, réfléchissait, essayait désespérément de comprendre. » (*Mémoires*, *op. cit.*, p. 288).

<sup>15</sup>. « Après la condamnation par la direction du Parti de la manifestation étudiante du 24 mai et la "Lettre des 36" par laquelle autant d'intellectuels communistes avaient marqué leur désaccord en particulier avec cette décision, les signataires furent conviés à s'entretenir les 1er et 3 juin avec certains membres du Bureau politique et du Comité central, dont G. Besse, R. Garaudy et P. Juquin. C'est dans ce cadre que prend lieu cette intervention. » (Note de Jean-Pierre Vernant pour « Mai 68 », in *Entre mythe et politique*, Paris, Le Seuil, coll. « La librairie du XXe siècle », 1996, p. 571).

<sup>16</sup>. *Le Mouvement de Mai ou le Communisme utopique*, 1968, rééd. *Le Communisme Utopique*, Paris, Le Seuil, 1972

l'ouvrage de près de neuf cent pages parut finalement au début de 1969 dans une collection d'« Esprit » sous le titre « partiellement emprunté à Edgar Morin <sup>17</sup> », *Journal de la commune étudiante. Textes et documents, novembre 1967-juin 1968* <sup>18</sup>. Quelques semaines plus tôt était sorti « La Sorbonne par elle-même » de Michelle Perrot et Madeleine Rebérioux <sup>19</sup>, un recueil aussi important pour son contenu et sa méthode <sup>20</sup> que par les qualités de ses deux principales maîtresses d'œuvre <sup>21</sup> : avec elle parvenait enfin à maturité la première génération d'universitaires femmes dans un monde historien demeuré très masculin et très mandarin (ceci expliquant probablement cela).

Des philosophes s'impliquèrent eux aussi de manière critique, et d'abord Jean-Pierre Vernant déclarant le 3 juin aux responsables communistes qu'une « rupture politique » essentielle s'était produite « là où on ne l'attendait pas, et tout le jeu politique s'en est trouvé modifié ». Il menait alors, en historien qu'il était aussi, une analyse clairvoyante du mouvement : « Une rupture dans l'équilibre des forces politiques s'est produite là où on ne l'attendait pas, et tout le jeu politique s'en est trouvé modifié. L'action des étudiants, des lycéens, des jeunes, qui a marqué comme une déchirure dans la société française, le démarrage ensuite des grandes grèves ouvrières ont porté au régime gaulliste un coup sur le terrain de la contestation directe du pouvoir. Les jeunes mettaient en cause tout le système d'exercice de l'autorité dans la société française actuelle; dans cette contestation qui est venue interférer

---

17. Pierre Vidal-Naquet, *Mémoires, op. cit.*, p. 300.

18. Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet (éd.), *Journal de la commune étudiante*, Paris, Le Seuil, 1969. Nouvelle édition avec une préface de Pierre Sorlin, Le Seuil, coll. « L'Univers historique », 1988.

19. « La Sorbonne par elle-même », *Le Mouvement social*, n°64, juillet-septembre 1968, rééd. Paris, Les Editions ouvrières, 1988.

20. « L'idée de réaliser ce recueil de documents est née de notre vie quotidienne en cette fin de printemps, et, en somme, de notre *expérience*. » (*ibid.* Nous soulignons).

21. Rejointes par Jean Maitron et Jean-Claude Perrot.

avec les luttes revendicatives ouvrières, le gaullisme, avec son système d'autorité octroyée d'en haut, apparaissait comme le symbole de ce qu'il fallait abattre. Un phénomène important, c'est qu'une large fraction de ce qu'on appelle classes moyennes, terme qui recouvre des réalités très diverses, en tout cas une grande masse d'intellectuels et d'artistes, de cadres moyens et supérieurs, d'avocats, de médecins, de techniciens de tous ordres ont participé au mouvement avec un enthousiasme et un esprit d'invention qu'on ne leur connaissait pas. »<sup>22</sup>

Quant à Claude Lefort et Cornelius Castoriadis qui menaient avec la revue *Socialisme ou barbarie*<sup>23</sup> une déconstruction du marxisme, condition du progrès démocratique, ils publièrent avec Edgar Morin un ouvrage devenu mythique. Les trois chercheurs avaient été engagés dans l'anticolonialisme, dès 1955 avec le comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre d'Algérie<sup>24</sup>. *La Brèche* qu'ils firent paraître dès la fin du mouvement comprenait les articles d'Edgar Morin dans *Le Monde* des mois de mai et juin, une contribution de Jean-Marc Coudray (pseudonyme de Cornelius Castoriadis), « La révolution anticipée », et un texte de Claude Lefort sur « Le désordre nouveau ». <sup>25</sup> L'analyse de ce dernier constitua une étape importante dans sa critique du pouvoir bureaucratique. Les forces capables d'ébranler de tels systèmes pouvaient être désormais celles d'« agitateurs improvisés, indifférents aux consignes de syndicats, [...] capables de saisir une occasion d'exploiter dans le secteur où ils se trouvent la révolte que suscite l'oppression bureaucratique et de faire la démonstration pratique que la même révolte travaille les autres secteurs de la société. »<sup>26</sup>

---

<sup>22</sup>. Jean-Pierre Vernant, « Mai 68 », in *Entre mythe et politique, op. cit.*, p. 572.

<sup>23</sup>. Voir l'anthologie publiée par les éditions Acratie en 2007.

<sup>24</sup>. Bernard Brillant, *Les clercs de 68*, Paris, PUF, coll. « Le nœud gordien », 2003, p. 448.

<sup>25</sup>. Claude Lefort, Edgar Morin et Cornelius Castoriadis (sous le pseudonyme de Jean-Marc Coudray, *La Brèche, op. cit.*

<sup>26</sup>. Claude Lefort, « Le désordre nouveau », in *ibid.*, p. 40.

Avec Mai 68, Claude Lefort entrait encore davantage dans l'épaisseur historique et repoussait les idéologies révolutionnaires. Les étudiants et les ouvriers en lutte avaient ainsi ouvert une brèche dans des mécanismes de domination qu'ils contribuaient alors à révéler, de l'université à l'information, de l'État à l'entreprise.

Cette critique intellectuelle pouvait-elle se transformer en une dynamique politique capable précisément de briser l'« oppression bureaucratique » ? La « deuxième gauche » avait rêvé en tout cas sans comprendre nécessairement qu'elle devait choisir entre ce rayonnement intellectuel et un projet partitaire. A Charléty, elle alla au plus prêt de ce rêve politique, entraînant alors une riposte immédiate des appareils, socialistes en tête.

### **Une impasse politique**

« Il était en effet essentiel à mes yeux que le message principal du mouvement de Mai fût entendu, préservé et, d'une manière ou d'une autre, mis à profit par la société française. Le comportement de la composante ouvrière du mouvement était d'une clarté aveuglante, et si celui des étudiants était davantage obscurci par une minorité agitée, sa grande majorité répondait aux mêmes orientations. Loin de songer à substituer un pouvoir à un autre, ni même à attaquer frontalement les institutions en place, manifestants et grévistes n'exigeaient en fait rien d'autre que leur place dans la société. [...] Dans l'instant, l'urgence était de donner à ce message une traduction politique forte et claire, qui l'épure de toute connotation révolutionnariste et en permette l'insertion dans une ligne de transformation sociale et culturelle énergique. C'était, pour moi, l'objet qui devait être celui de Charléty. »<sup>27</sup>

---

<sup>27</sup>. Michel Rocard, *Le cœur à l'ouvrage*, *op. cit.*, pp. 53-54.

En 1987 encore, Michel Rocard écrivant sur l'aventure du PSU pouvait donc à la fois dresser le bilan intellectuel et social du mouvement et revendiquer un prolongement politique au mouvement, comme si ce passage de Mai 68 à l'institutionnel ne risquait de réduire la force de l'héritage et la profondeur des changements. Il y avait et il y a encore la conviction que le changement social et la transformation du pouvoir ne pouvaient se réaliser qu'à travers les partis, les élections et le Parlement. Michel Rocard héritait là d'une conception politique puissamment ancrée dans la France républicaine des XIXe et XXe siècles et plus encore fermement énoncée par une histoire politique réduisant son objet à ces seules pratiques partitaires, électorales et parlementaires.

L'impasse dans laquelle persista le PSU était donc moins celle de la politique elle-même que d'une vision du pouvoir politique léguée par des représentations archaïques et en contradiction avec ce que la « deuxième gauche » démontrait au même moment, celle d'une action politique possible grâce au pouvoir des syndicats, des associations, des revues, grâce aux idées partagées, aux mobilisations collectives. Les intellectuels retrouvaient, en plus moderne, la fonction qui avait été la leur durant l'affaire Dreyfus et qu'Émile Durkheim avait magistralement définie <sup>28</sup>. Il n'était pas besoin d'imaginer des contreparties électorales au

---

<sup>28</sup>. Émile Durkheim, « L'individualisme et les intellectuels » [*Revue bleue*, juillet 1898], rééd. Paris, Mille et une nuits, 2002, pp. 18-19 : « Quand on vient sommer certains hommes de se rallier à un sentiment qui n'est pas le leur, il ne suffit pas, pour les convaincre, de leur rappeler ce lieu commun de rhétorique banale que la société n'est pas possible sans sacrifices mutuels et sans un certain esprit de subordination ; il faut encore justifier *dans l'espèce* la docilité qu'on leur demande, en leur démontrant leur incompétence. Que si, au contraire, il s'agit d'une de ces questions qui ressortissent, par définition, au jugement commun, une pareille abdication est contraire à toute raison et, par conséquent, au devoir. Or, pour savoir s'il peut être permis à un tribunal de condamner un accusé sans avoir entendu sa défense, il n'est pas besoin de lumières spéciales. C'est un problème de morale pratique pour lequel tout homme de bon sens est compétent et dont nul ne doit se désintéresser. Si donc, dans ces temps derniers, un certain nombre d'artistes, mais surtout de savants, ont cru devoir refuser leur assentiment à un jugement dont la légalité leur paraissait suspecte, ce n'est pas que, en leur qualité de chimistes ou de philologues, de philosophes ou d'historiens, ils s'attribuent je ne sais quels privilèges spéciaux et comme un droit éminent de contrôle sur la chose jugée. Mais c'est que, étant hommes, ils entendent exercer tout leur droit d'hommes et retenir par devers eux une affaire qui relève de la seule raison. Il est vrai qu'ils se sont montrés plus jaloux de ce droit que le reste de la société ; mais c'est

mouvement mais simplement de renforcer le pouvoir intellectuel de la société sur la politique. Et cela d'autant que les chercheurs s'engagèrent dans Mai 68, au nom précisément de leurs pratiques professionnelles et de la critique politique. La « deuxième gauche » exista précisément dans cette dynamique intellectuelle qui produisit de remarquables analyses du mouvement. Mais elle ne perçut pas tout de la valeur politique de cette dynamique et de la qualité d'un corpus rarement oublié et longtemps perdu pour nous.

## Un échec programmé

Au meeting de Charléty, le PSU et ses alliés espéraient constituer un « parti de Mai » emmenée par la haute figure de Pierre Mendès France, « lui seul » capable de pouvoir « traduire la légitimité des objectifs de manière telle qu'elle pût peser sur le système politique, Assemblée et Gouvernement. »<sup>29</sup> Rares furent ceux à l'époque qui avaient compris qu'une révolution intellectuelle et culturelle ne pouvait pas, de toute évidence, donner se muer en une solution politique, et qu'elle devait rester dans l'ordre du savoir plus que dans celui du pouvoir. Pierre Mendès France, seul responsable d'envergure à être présent en ce début de soirée du 27 mai 1968, demeura silencieux et en retrait. Il déclara plus tard qu'il n'avait jamais question dans son esprit qu'il s'adressa à la foule massée dans le stade, et que sa présence ne répondait qu'au souci d'empêcher la violence si elle devait se produire<sup>30</sup>. Il est en tout cas certain que l'ambiance du meeting fut singulièrement pacifique. Mais l'information selon

---

simplement que, par suite de leurs habitudes professionnelles, il leur tient plus à cœur. Accoutumés par la pratique de la méthode scientifique à réserver leur jugement tant qu'ils ne se sentent pas éclairés, il est naturel qu'ils cèdent moins facilement aux entraînements de la foule et au prestige de l'autorité. Non seulement l'individualisme n'est pas l'anarchie, mais c'est désormais le seul système de croyances qui puisse assurer l'unité morale du pays. »

<sup>29</sup>. Michel Rocard, *Le cœur à l'ouvrage*, op. cit., p. 53.

<sup>30</sup>. *Ibid.*, p. 54.

laquelle il aurait eu dans sa poche le texte d'un discours qu'il aurait finalement gardé par devers lui fut toujours démentie par l'intéressé lui-même <sup>31</sup>.

Lorsque Jacques Sauvageot, président de l'UNEF, lui tendit le micro, Pierre Mendès France écarta l'invitation en indiquant qu'il n'était pas habilité à prendre la parole dans « une réunion syndicale » <sup>32</sup> Il est vrai que les orateurs précédents avaient successivement Jacques Sauvageot, Labi du syndicat FO de la chimie, puis André Barjonet qui venait de rompre avec la CGT. Mais les différents discours dépassaient de loin ce cadre syndical pour prendre des accents résolument politiques, comme celui de Barjonet s'expliquant sur sa rupture avec la centrale communiste : « Si j'ai quitté la CGT, c'est surtout parce que les dirigeants n'avaient pas su ou peut-être pas voulu voir que la situation où nous sommes est vraiment révolutionnaire. Aujourd'hui tout est possible. Mais il faut s'organiser vite, très vite, dans un climat de libre discussion. La révolution exige le foisonnement et la diversité des idées <sup>33</sup> ».

L'incertitude sortie de Charléty décida les dirigeants de reprendre aussitôt l'offensive. Le lendemain matin 28 mai, François Mitterrand à la tête de la Convention des institutions républicaines organisa une conférence de presse à l'hôtel Continental. Anticipant sur une vacance du pouvoir gaulliste, il préconisa « la mise en place d'un "gouvernement provisoire de gestion" [...] composé de dix hommes choisis sans exclusive et sans dosage périmés. [...] Pour le former, je pense d'abord à Pierre Mendès France. Et pour la présidence de la République, le suffrage universel décidera. Mais déjà je vous l'annonce : je suis candidat. » <sup>34</sup>

---

<sup>31</sup>. « J'avais toujours refusé de prendre la parole au cours de ces manifestations, et n'avais pas l'intention de me raviser ce jour-là. » Entretien avec Pierre Mendès France avec Jean Lacouture et cité par ce dernier, in *Pierre Mendès France*, Paris, Le Seuil, 1981, p. 482.

<sup>32</sup>. Cité in *ibid.*, p. 482.

<sup>33</sup>. *Ibid.*

<sup>34</sup>. *Ibid.*, p. 483.

Cette initiative condamnait l'union politique esquissée à Charléty d'autant que Pierre Mendès France fit savoir qu'il se tenait prêt à « assumer les responsabilités qui pourraient lui être confiées par toute la gauche réunie »<sup>35</sup>. L'initiative de la première gauche éloignait brutalement Pierre Mendès France de la « deuxième ». Elle ruinait les derniers espoirs de construire politiquement cette dernière. Elle favorisait la radicalisation de l'aile gauchiste du PSU<sup>36</sup>. Elle accélérât enfin l'évolution vers un retour à des formes plus traditionnelles de politique. Le parti communiste suivit la même logique en dénonçant la réunion de Charléty où la CGT n'aurait été que « la cible favorite de la manifestation »<sup>37</sup>. Deux jours plus tard, la conjoncture se renversait définitivement avec le succès de la grande manifestation gaulliste du 30 mai aux Champs-Élysées. Les élections législatives de juin 1968 traduisirent l'échec politique du PSU. Alors que 215 candidats étaient présentés, aucun ne fut élu, pas même Pierre Mendès France battu à Grenoble à l'issue d'une très difficile campagne contre la droite et en raison d'un mauvais report des voix de gauche au second tour.

Michel Rocard fut l'un des seuls à contrer ce reflux du PSU. Son score au premier tour des élections présidentielles de 1969, 3,66 % des voix, attesta d'une capacité à mobiliser un électorat progressiste de gauche. Michel Rocard avait voulu faire entendre encore la voix de Mai 68, « pour évoquer l'attente de la jeunesse, plaider la cause de la société, ses besoins, ses

---

<sup>35</sup>. Il répondait également à l'initiative de la CFDT qui, le 29 mai, par la voix de son président André Jeanson et de son secrétaire général Eugène Descamps, avait lancé elle aussi un appel à Pierre Mendès France pour sortir de la « crise de régime ».

<sup>36</sup>. Le 29 mai, les étudiants du PSU, en accord avec Marc Heurion, déclarèrent refuser « les tenants de la démocratie parlementaire et bourgeoise Mendès ou Mitterrand qui ne visent que la gestion loyale des intérêts de la bourgeoisie. » (Vladimir Fisera, « le PSU face à son histoire : le tournant de Mai 68 », in René Mouriaux et *alii* (dir.), 1968. *Exploration du mai français*, tome 2 « Acteurs », Paris, L'Harmattan, coll. « Pratiques sociales », 2000, p. 205).

<sup>37</sup>. Selon *L'Humanité*.

aspirations, auprès d'un système politique qui l'avait négligée. »<sup>38</sup> C'était une candidature de « témoignage » plus que de combat<sup>39</sup>, capable pourtant de « tenir le langage d'une gauche moderne »<sup>40</sup>. Sa victoire surprise la même année sur l'ancien Premier ministre du général de Gaulle Maurice Couve de Murville dans une législative partielle des Yvelines confirma l'attente de la société pour de nouvelles relations avec la politique. L'événement hautement symbolique entra aussitôt dans la légende. Mais c'était oublier la réalité du déclin inéluctable du PSU et des responsabilités qui lui incombaient dans cet échec politique.

### **La tentation gauchiste**

L'étouffement du PSU par la première gauche n'explique pas tout de sa chute. La tentation gauchiste, renforcée précisément par l'attitude des partis traditionnels, précipita la marginalisation politique de la deuxième gauche. Dès la fin du mouvement de Mai, l'agressivité des tendances d'extrême gauche hostiles à toute alliance avec les socialistes majoritaires conduisit Pierre Mendès France à la rupture. Mais il ne rendit publique sa démission qu'après les élections de juin 1968 et sa propre défaite de Grenoble. « J'ai approuvé le PSU lorsqu'il a été solidaire du mouvement étudiant au mois de mai ; et aussi lorsqu'il a donné une interprétation à mon avis correcte et réaliste des grèves de mai et de juin, expliquait celui qui mettait un terme à sa carrière politique. Ce n'est pas sans tristesse que je quitte un parti dont les militants sont toujours apparus être animés par une rigueur et un désintéressement exceptionnels. Je souhaite que mon départ attire leur attention sur la

---

<sup>38</sup>. Michel Rocard, *Le cœur à l'ouvrage, op. cit.*, p. 59.

<sup>39</sup>. « Ce qui n'avait pu se faire à Charléty m'incombait à l'occasion de cette élection. Ce fut la seule fois de ma vie où j'acceptai de présenter un témoignage plus que de travailler directement à la mise en œuvre d'un projet politique, encore que le premier objectif ait servi le second. » (Michel Rocard, *ibid*).

<sup>40</sup>. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 2005, p. 145.

nécessité de ne pas dédaigner les conditions propres à permettre l'édification d'une gauche nouvelle enfin réunie. », écrivit-il le 30 juin 1968, pour prendre congé <sup>41</sup>.

Dominé par l'aile gauchiste révolutionnaire, le PSU régressa rapidement. Cette tendance s'aviva avec la naissance du nouveau Parti socialiste au congrès d'Alfortville de la SFIO le 4 mai 1969 puis avec la nouvelle donne créée par le Congrès d'Epina-sur-Seine de 1971. Les progressistes libéraux du PSU eurent le choix entre le maintien dans une formation promise à un destin groupusculaire et le ralliement sans conditions à un parti déjà figé avant même d'avoir évolué. Michel Rocard ne put rejoindre que le PS qu'en qualité de simple militant, sans possibilité de défendre un courant démocratique.

Au PSU, la dynamique de Mai survécut quelque temps encore à travers le combat de l'« autogestion » et l'action des LIP conduite par Charles Piaget. Sa candidature à l'élection présidentielle de 1974 fut un temps envisagée. La victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 et la domination du parti socialiste finirent par ne laisser aucun espace politique à un PSU qui se saborda au congrès d'Angers (décembre 1988). Pour les historiens Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, « le PSU ne résista pas à la radicalisation de l'après-Mai : le vieux l'emporta sur le neuf. En 1971, le pari du PSU était perdu : celui-ci n'avait que partiellement renouvelé la question du rapport au pouvoir dans de nouvelles règles d'organisation pour devenir un parti de type inédit. Mais il a été une structure d'accueil précieuse pour la formation d'une génération politique dont beaucoup de membres ont plus tard repris les virtualités de renouvellement affirmées dans les années 1960. » <sup>42</sup> Les virtualités ont certes été reprises, mais elles ont été aussi étouffées par les dirigeants du nouveau Parti socialiste, François Mitterrand en tête, sauf lorsqu'ils eurent besoin de l'héritage

---

<sup>41</sup>. Pierre Mendès France, *Œuvres complètes*, tome V, *Préparer l'avenir 1963-1973*, Paris, Gallimard, 1989.

<sup>42</sup>. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords*, *op. cit.*, p. 145.

intellectuel de la « deuxième gauche » afin de remobiliser des électorats démotivés, et pour cause.

### **L'étouffement majoritaire**

La tactique des responsables majoritaires, bientôt réunis dans le nouveau Parti socialiste d'Épinay, fut de ne laisser aucun espace au PSU, trop menaçant politiquement malgré ses difficultés chroniques. D'un point de vue électoral, la deuxième gauche était handicapée par la faiblesse de ses implantations locales et du manque de militants capables de créer d'efficaces clientèles. Le PS, fort de ses contingents de l'ancienne SFIO et des réseaux de notables, empêcha toute implantation solide du PSU. Seule pouvaient réussir des campagnes à dimension nationale comme celle de Pierre Mendès France à Grenoble en 1967 ou celle de Michel Rocard en 1969. En ce qui concerne les programmes, les partis de gauche surent adapter les leurs aux idées libérales de Mai 68 sans rien céder en réalité sur le fond. « Changer de cap », promet le Parti communiste en 1971. « Changer la vie », proclama en 1972 le programme de gouvernement du Parti socialiste. « Faire de la politique autrement », s'engagèrent les écologistes quelques années plus tard. Passés les slogans ou d'habiles récupérations, les contenus évitaient soigneusement référence à Mai 68. Le changement ne devait venir que de l'action des partis et parti socialiste d'abord. L'historienne Hélène Hatzfeld insiste sur l'objectif premier assigné par les responsables du PS à l'innovation : « elle vise à assurer au parti la suprématie sur la gauche. »<sup>43</sup>

---

<sup>43</sup>. Hélène Hatzfeld, « Les habits étroits de l'Union de la gauche », in Philippe Artières et Michèle Zancarini-Fournel (dir.), 68. *Une histoire collective*, op. cit., p. 755.

Les déclarations d'intention qui ouvraient le programme de 1972 pouvaient faire illusion sur les buts politiques des socialistes et convaincre les militants du PSU de rejoindre un parti qui allait, de surcroît, les faire accéder au pouvoir. « Créé au juin 1971, au congrès d'Epiney-sur-Seine, appelé congrès de l'unité parce qu'il a rassemblé les divers mouvements qui se réclament du socialisme démocratique, il s'est résolument ancré dans la réalité d'aujourd'hui. Représentatif, par l'origine de ses adhérents, des couches sociales auxquelles il fait appel, il réalise la synthèse des courants de pensée qui font la richesse et la force du socialisme. »<sup>44</sup> Rien n'est plus inexact que ce qui est écrit. Les conditions de création du parti comme le sort réservé aux militants du PSU venus le rejoindre le démontrent. Les Assises du socialisme de 1974 qui virent l'adhésion de plusieurs milliers d'entre eux ressemblèrent à un marché de dupes puisque le PS continua de rejeter la pensée démocratique au profit de la conservation du dogme marxiste. Seule sa base sociale se diversifia. Les frustrations et les impatiences ne firent que s'accroître sans espoir de solution. L'euphorie de la victoire du 8 mai 1981 tint lieu de démocratisation du socialisme.

L'Union de la gauche négociée en 1972 entre socialistes, communistes et radicaux auraient pu signifier elle aussi une promesse de changement. Il n'en fut rien : « si elle a rempli l'objectif que lui assignait le PS – faire basculer en sa faveur le rapport de forces avec le PCF – [elle] est toutefois restée très largement à l'écart des questions posées, des exigences de renouvellement des partis, de la politique et de la démocratie, analyse encore Hélène Hatzfeld. Cette distance s'explique en particulier par les cadres d'interprétation de la société et de l'action politique qui prévalent au PC et au PS, bien que de façon différente. »<sup>45</sup> Le

---

<sup>44</sup>. *Changer la vie. Programme de gouvernement du parti socialiste*, présentation de François Mitterrand, Paris, Flammarion, 1972, pp. 9-10.

<sup>45</sup>. Hélène Hatzfeld, « Les habits étroits de l'Union de la gauche », in Philippe Artières et Michèle Zancarini-Fournel (dir.), *68. Une histoire collective, op. cit.*, p. 755.

mouvement de Mai 68 et l'expérience en son sein de la « deuxième gauche » apportaient précisément d'autres cadres d'interprétation. Pour cette raison, Mai 68 et le PSU furent marginalisés dans le parti socialiste, en dépit de ses déclarations d'intention ou de la valeur des héritages qu'il convoquait solennellement. « Il a reçu en héritage la plus grande, la plus belle tradition socialiste. Il reste le parti de Jaurès, de Guesde, de Léon Blum. »<sup>46</sup>

Jaurès a accepté des sacrifices importants pour fonder l'unité du parti en 1905. Mais il n'a pas renoncé au sens de ses engagements dont celui de l'affaire Dreyfus qui fut une contribution essentielle de socialistes minoritaires à la démocratie en République. « La vérité, le droit, la liberté républicaine l'ont emporté », écrivait encore Jaurès en 1911 dans *L'Armée nouvelle*<sup>47</sup>. Sa lecture de la crise militariste de la fin du XIXe siècle s'inscrivait dans cette problématique de la démocratie, et moins du point de vue marxiste en début du vocabulaire employé. Pourtant, pour le Parti socialiste, ni l'affaire Dreyfus, ni la Résistance, ni la guerre d'Algérie ni a fortiori Mai 68, des événements porteurs de ces questions, n'allaient exister. La critique de cette amnésie volontaire n'a jamais été faite.

## La réaction communiste

Le parti communiste ne fut pas en reste dans le rappel à l'ordre infligé à la « deuxième gauche ». L'ordre était en l'occurrence l'impératif de conquérir le pouvoir en remportant les élections générales sur la base d'une alliance des forces de gauche. Alors que Mai 68 invalidait toute cette stratégie, le parti communiste décida de conserver cette stratégie. Ce qui signifiait s'employer à briser le mouvement étudiant et l'engagement de la « deuxième

---

<sup>46</sup>. *Changer la vie, op. cit.*, p. 9.

<sup>47</sup>. Édition de 1915, p. 354.

gauche ». Écoutons encore Jean-Pierre Vernant s'adressant à certains membres du Bureau politique et du Comité central les 1<sup>er</sup> et 3 juin 1968.

« Ce qui me frappe dans les interventions jumelles de Pierre Juquin et de Georges Besse, c'est qu'ils n'ont pas entendu ce qui a été dit ici. On a apporté une foule de faits précis et significatifs sur la physionomie du mouvement, son ampleur et sa portée, les possibilités qu'il ouvrait à un parti révolutionnaire. Ils sont demeurés sourds à nos propos comme ils ont été aveugles devant les événements. Et pour les mêmes raisons. Ils n'essaient pas de comprendre les faits avec tout ce qu'ils impliquent de neuf et d'imprévu. Ils ont pris l'habitude de toujours se référer à des textes, à des résolutions plus ou moins anciennes. Leur démarche intellectuelle consiste à partir de ces textes, à les commenter pour tenter de faire cadrer les événements avec eux, en effaçant ceux qui n'y peuvent rentrer. À entendre Juquin, nous nous retrouverions aujourd'hui dans la situation qui était la nôtre avant les événements : il s'agirait toujours de préparer au mieux les élections. On a l'impression que, pour lui, il ne s'est au fond rien passé. La crise de mai 68 n'est pas expliquée, analysée, elle est effacée. Et pourtant, pour la dialectique marxiste, le plus intéressant dans l'histoire est toujours ce qui ne pouvait être prévu : le nouveau, les changements brusques, les mutations, les points de rupture, les crises, à partir desquelles il faut repenser une situation, s'y adapter, en tirer des enseignements pour l'avenir. »<sup>48</sup>

La conclusion de l'historien fut cruelle et amère. Elle soulignait que la parti, tout révolutionnaire qu'il était, avait travaillé au retour d'un ordre gaulliste, comme si les communistes en avaient absolument besoin pour justifier leur existence. « Dans les jours de mai 68, le Parti s'est voulu rassurant, tricolore. Il s'est démarqué des extrémistes. Il a rassuré le pouvoir et le gouvernement qui ont pu survivre et préparer leur contre-attaque. Il a déçu et

---

<sup>48</sup>. Jean-Pierre Vernant, « Mai 68 », *art. cit.*, pp. 571-572.

heurté beaucoup de ceux qui étaient à la pointe du combat. Mais personne, chez les petits bourgeois et chez tous ceux qu'inquiétait le mouvement, ne lui saura de l'avoir freiné, de ne pas l'avoir mené jusqu'à son terme. Ils ne nous en veulent que davantage de la peur qu'ils ont eue, maintenant qu'il n'est plus aussi dangereux de nous attaquer. Nous avons perdu sur tous les tableaux. »<sup>49</sup>

L'analyse de Jean-Pierre Vernant rejoignait toute une série de critiques sur des attitudes historiques du Parti ancrées dans la vieille tactique « classe contre classe » et qui voyaient dans la contestation libérale de gauche une menace bien plus importante que le pouvoir de droite. Celui-ci se révéla, au lendemain de Mai 68, singulièrement (et brièvement) ouvert au changement et à la réforme.

## **Une droite en mouvement**

La politique préconisée par le PSU s'esquissa en effet après Mai 68, mais à l'extérieur du parti et même à droite. Les réformes opérées à la fin de la présidence du général de Gaulle puis au début de la présidence de Georges Pompidou allaient, pour certaines d'entre elles tout au moins, dans la direction tracée par la « deuxième gauche » : loi Edgar Faure sur les universités, section syndicale d'entreprise, « nouvelle société » voulue par Jacques Chaban-

---

<sup>49</sup>. *Ibid.*, pp. 575-576.

Delmas. Non sans humour, le général de Gaulle parla de « politique PSU avec une majorité PSF »<sup>50</sup>.

Le général de Gaulle lui-même prit acte du mouvement en soumettant à référendum deux grandes réformes que la « deuxième gauche » n'aurait pas désavouées, celle du Sénat pour ouvrir la chambre haute à des représentants des milieux économiques et sociaux (les « corps intermédiaires »), et celle de la régionalisation pour réduire le centralisme de l'État. Ces projets auraient incontestablement représenté une démocratisation s'ils avaient adopté. Mais le référendum se transforma en une question de confiance posée au général de Gaulle. Au soir du référendum perdu le 27 avril 1969, il annonçait sa démission de la présidence de la République et il se retira de la vie publique. Il avait été battu d'abord par l'aile la plus conservatrice de son propre camp, hostile par dessus tout à une modification du Sénat.

Les débuts de la présidence de Georges Pompidou furent marqués eux aussi par la reconnaissance du même héritage progressiste. Jacques Delors et Simon Nora, issus du mendésisme et des clubs de la « deuxième gauche » (Citoyens 60, Club Jean Moulin), s'impliquèrent comme conseillers de Jacques Chaban-Delmas, devenu Premier ministre le 20 juin 1969, pour élaborer la « nouvelle société », une « ambitieuse politique de transformation des rapports sociaux »<sup>51</sup>. Mais Georges Pompidou, poussé par les conservateurs de l'UDR, finit par mettre fin à l'expérience en demandant la démission de Jacques Chaban-Delmas le 5 juillet 1972. En 1974, la victoire de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République et les premières réformes du gouvernement de Jaques Chirac (majorité portée à 18 ans,

---

<sup>50</sup>. Cité par Alain Monchablon in *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, Paris, PUF, 1983. Le parti social français, parti de droite voire de droite extrême avait été fondé en 1936 par le colonel de La Rocque après la dissolution des ligues.

<sup>51</sup>. Gilles Le Béguec, « Jacques Chaban-Delmas », in *Dictionnaire de la vie politique française, op. cit.*, p. 213.

dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse) relança, *nolens volens*, l'esprit libéral de 68.

La crise économique mondiale à partir de 1975 puis la victoire de François Mitterrand en 1981 éclipsèrent comme on l'a vu l'horizon de Mai 68. Le vingtième anniversaire de l'événement en 1988, qui vit un premier effort des sciences sociales pour tirer les enseignements du mouvement, coïncida, le même mois, à l'arrivée de Michel Rocard à la tête du gouvernement. *Le cœur à l'ouvrage* qui rappelait notamment l'aventure de la « deuxième gauche » et qui ressemblait aussi à un programme de gouvernement, avait été publié l'année précédente. Débuta en mai 1988 une brève, difficile mais réelle expérience politique qui portait la marque des espoirs conçus vingt ans plus tôt.

## Relecture politique

Le vingtième anniversaire amena un sursaut de pensée démocratique sur l'événement. Mais celle-ci ne parvint pas à en définir une représentation politique capable de sortir Mai 68 de la marginalité, du mythe ou du rejet, au point qu'il fut possible à Nicolas Sarkozy de travestir l'histoire sans rencontrer beaucoup de contestation. Pourtant, en cette période de 1988, les argumentaires avaient été puissants, à commencer par ce qu'écrivit Claude Lefort en réponse à l'analyse réductrice du philosophe Gilles Lipovetsky. Ce qui fut clairement en jeu était la capacité de Mai 68, pris comme un événement politique, à s'inscrire dans une histoire de la démocratie en France. Mais il semble que ce ne fut pas tolérable à cette époque, et pas plus aujourd'hui.

Dans *Libération* du 19 mai 1988, Claude Lefort revint vers *La Brèche* « écrit à la hâte, sous le coup de l'événement » afin de répondre à Gilles Lipovetsky. L'auteur de *L'empire de*

*l'éphémère* paru l'année précédente <sup>52</sup> et de *L'ère du vide* sous-titré *Essais sur l'individualisme contemporain* en 1983, avait vu dans Mai 68 une « Révolution sans finalité, sans programme, sans victimes ni traîtres, sans encadrement politique, [...] la première révolution indifférente <sup>53</sup> ». Claude Lefort, qui venait de publier une nouvelle édition de *La Brèche* <sup>54</sup>, s'éleva d'abord contre « le mécanisme de la célébration, disputée qu'elle devient par des écoles rivales qui tentent de s'approprier le message primordial » ; il critiqua la propension des historiens à décider « de célébrer ou bien d'enterrer l'événement », ajoutant, « selon les circonstances, en fonction des avantages politiques que procure l'interprétation ». Il plaida au contraire pour un effort d'interprétation de Mai 68 et l'esquissa, contre ceux qui récusait toute valeur historique positive à l'événement.

« Tocqueville distinguait dans l'émergence de l'individu deux effets ; l'isolement qui incitait au repli sur soi et l'indépendance. Il avait une sensibilité sociologique assez vive pour comprendre que l'isolement s'accompagnait d'une captation de l'individu par l'opinion commune ; il percevait fort bien la liaison qu'entretiennent individualisme et conformisme. Peut-être son seul tort fût-il de ne pas repérer la diversité des modes de conformisme, tant il était frappé par l'essor d'un *pouvoir social* capable de nous façonner tous au même moule. Mais, à suivre son inspiration, il n'aurait sans doute pas manqué de redécouvrir dans l'intimisme et le narcissisme de nos contemporains une des manifestations du conformisme, et il ne l'aurait pas confondu e avec le sens de l'indépendance qui lui paraissait également consubstantiel à la vie démocratique. Or, le sens de l'indépendance aiguise le désir de penser et d'agir en récusant les contraintes jugées arbitraires. Ce sens de l'indépendance n'est pas en

---

<sup>52</sup> . Gilles Lipovetsky, *L'empire de l'éphémère. La mode et son destin dans les sociétés modernes*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1987.

<sup>53</sup> . D'après Claude Lefort in « Mai 68 : relecture », *Libération*, 19 mai 1988.

<sup>54</sup> . Bruxelles, Complexe.

contradiction avec le sens de la communauté. Plus il se répand parmi les hommes, plus la société devient active, plus riche le débat public, plus vivant le tissu des relations entre les individus et les groupes. Bref, libertés individuelles et libertés politiques se soutiennent les unes les autres. Aussi bien, vouloir résumer le mouvement de Mai à l'opposition du communautarisme et de l'individualisme, pour conclure que l'un dissimulait l'autre, c'est négliger le plus important ; c'est ne pas comprendre que l'affirmation des individus en tant qu'individus, qui se révélait dans leurs initiatives et dans leur refus de se laisser assujettir à des règles arbitraires ou de se laisser diriger par des révolutionnaires professionnels parlant la même langue de bois, cette affirmation allait de pair avec la volonté d'aménager un grand espace public dans lequel des réponses puissent être données à des questions d'intérêt commun.<sup>55</sup>

Dix ans plus tôt, Alain Touraine avait publié son *Désir d'histoire* dans lequel son expérience de Mai 68 et de la « deuxième gauche » lui faisait aussi concevoir le rôle des intellectuels, un rôle plus démocratique, plus critique, plus intellectuel en d'autres termes. Il les analysait, comme Claude Lefort, du point de vue du mouvement démocratique en dégageant ce dernier des lectures idéologiques, tant révolutionnaire qu'antirévolutionnaire. Revenant aux libertés politiques, il montra qu'elles demeuraient envers et contre tout le moyen de la libération sociale. « Les intellectuels peuvent contribuer à faire respecter cette distance entre contestation et gestion, d'abord en participant à la défense des opprimés et de leur contestation. Mais aussi, parce que nous avons appris à nous méfier des appels à la libération qui portent en eux le pouvoir, ils doivent lutter pour faire reconnaître tout ce qui doit rester au-delà du pouvoir politique, qui permet la créativité intellectuelle comme la libération sociale, et qui impose donc qu'on oppose au pouvoir les barrières qu'on appelle les libertés. [...] Dans le

---

<sup>55</sup>. « Mai 68 : relecture », *Libération*, 19 mai 1988.

monde de la rareté et de l'autocratie, ce rôle est d'aider le peuple à sortir du silence et de la répression. Dans le monde de la puissance et de la manipulation où nous vivons, il est au contraire de lutter contre l'absolu du pouvoir, de l'argent ou de l'idéologie. Rôle limité, mal accepté, car il ne faut ni espérer ni souhaiter qu'il soit entendu par tous. Mais il faut que quelques-uns parlent fortement pour la liberté de choix, pour la capacité de produire, de créer, de parler, d'aimer, d'être en communication, pour le droit à la dissidence et même au silence. Ce serait une erreur dramatique de penser que ce sont là des thèmes vieillis, une étape moraliste et petite-bourgeoise dépassée sur la voie des grandes révolutions prolétariennes. Le propos de notre temps est que ces thèmes aristocratiques qui sont devenus des thèmes de la bourgeoisie, puis de la classe moyenne sont aujourd'hui porteurs de la défense des faibles contre le pouvoir et son ordre. » <sup>56</sup>

Claude Lefort et Alain Touraine, entre philosophie et sociologie, se rejoignent là pour donner une interprétation de Mai 68 comme d'un mouvement participant du progrès démocratique, et même démontrant que l'expérience politique était une source de liberté et non le moment où les sociétés basculait dans le désordre et la violence. En dépit des débordements, des groupes venus « casser du flic », des arbres décapités dans Paris, Mai 68 fut une révolte presque pacifique où la violence fut contrôlée de part et d'autre <sup>57</sup>, et allant jusqu'à inspirer au préfet de police de Paris Maurice Grimaud, en charge de l'ordre public dans la capitale, des pages surprenantes et justes sur la « Tolérance », tel un moraliste des Lumières : « La vraie victoire de Mai est là. C'est une victoire qui vient de loin. Son nom ne

---

<sup>56</sup>. Alain Touraine, *Un désir d'Histoire*, *op. cit.*, pp. 269-270.

<sup>57</sup>. Voir le message du préfet de police à ses troupes, le 29 mai 1968, dans lequel Maurice Grimaud refuse de « passer sous silence » le sujet « des excès dans l'emploi de la force » (Maurice Grimaud, *En mai fais ce qu'il te plaît*, *op. cit.* pp. 341-343) . On est bien loin de la mentalité qui prévalait à la préfecture de police du temps de Maurice Papon, et jusqu'en 1967 (voir notamment Alain Dewerpe, *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'Etat*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2006, et Jim House et Neil MacMaster,

figura jamais aux frontons de nos monuments ni dans les sigles de nos grands partis. Elle est restée modeste car elle a toujours cheminé à petits pas fragiles sur les bas-côtés de l'histoire. Bien des fois elle a manqué de périr et sa survie n'a tenu qu'à un souffle. Pourtant, elle est venue jusqu'à nous, mais dans tout ce fracas, on a failli la perdre. Heureusement qu'au dernier moment on a entrevu son doux visage pathétique entre les masques de la haine. Elle a alors chuchoté son nom : Tolérance. »<sup>58</sup>

L'un des interlocuteurs du préfet de police chez les manifestants avait été, on le sait, Michel Rocard. Lorsqu'il publia en 1987 *Le cœur à l'ouvrage*, ce dernier rappela lui aussi, en intellectuel et militant de la gauche libérale, la clarté du message de Mai 68, celui d'une attente démocratique dans toute la société. « Mai 68 fut une colère collective contre le sentiment de n'être qu'un rouage administratif anonyme. Le mouvement portait avec lui une volonté d'intégration, le refus des hiérarchies par trop pesantes, le souhait de voir fonctionner l'université, l'entreprise et la société tout entière dans des conditions qui prennent en charge la volonté de participation des étudiants comme des ouvriers. Nombreuses aussi, femmes et jeunes filles sentaient vaciller les fondements patriarcaux d'une société où elles entendaient prendre toute leur place. Mai 68 était d'abord une revendication de dignité, l'exigence d'un droit à la parole réellement ouvert à tous. La société française allait s'en trouver durablement et positivement ébranlée. »<sup>59</sup>

Michel Rocard, comme Claude Lefort ou Alain Touraine, n'avaient pas attendu les anniversaires de l'événement pour donner leur analyse<sup>60</sup>. Les rééditions permirent à plusieurs de ces livres d'exister et de participer à la construction d'une histoire politique et intellectuelle

---

*Paris 1961. Les Algériens, la République et la terreur d'Etat*, Paris, Tallandier, 2008).

<sup>58</sup>. Maurice Grimaud, *En mai fais ce qu'il te plaît*, op. cit., pp. 335-336.

<sup>59</sup>. Michel Rocard, *Le cœur à l'ouvrage*, op. cit., pp. 53-54.

<sup>60</sup>. Pour Michel Rocard, *Le PSU et l'avenir de la France* (avec R Cayrol), Paris, Le Seuil, 1969.

de Mai 68. D'autres en revanche disparurent. Or, ces écrits témoignaient, à l'heure même de l'événement, d'une volonté commune de l'analyser et d'en faire le ressort d'une modernisation autant que d'une démocratisation de l'État et de la société française. Encore une fois, ces efforts en faveur d'une lecture politique de Mai 68 était à mettre à l'actif de la « deuxième gauche ». Mais la gauche resta indifférente à ce corpus qui finit par se perdre.

## Un corpus perdu

On l'a vu, sur Mai 68 pèse aussi bien le rejet – voir aujourd'hui la détestation – d'une partie de la droite, que l'hostilité de la première gauche, et pour finir l'extrémisme gauchiste et son « terrorisme » idéologique démontré et dénoncé par Raymond Aron dans *La Révolution introuvable* <sup>61</sup>. La remise en lumière du rôle de la « deuxième gauche » que nous avons esquissée ici et l'engagement des sciences sociales pour penser l'événement rappellent que Mai 68 ne ressemble ni à son culte ni à sa caricature. Mais l'incertitude continue de caractériser la mémoire du mouvement, et elle oblige fréquemment à s'en écarter par crainte de devoir répondre du délire gauchiste. Et le processus de marginalisation de la « deuxième gauche » qui fut la plus proche de l'événement n'a pas aidé à l'émergence d'une lecture politique claire, inscrite dans une construction démocratique de la France contemporaine.

Il ne s'agit pas ici de reconstruire l'événement « en fonction des avantages politiques que procure l'interprétation » comme l'écrivait Claude Lefort en 1988. Mais simplement de nous intéresser en dernier lieu à des textes qui établissent une pensée critique et progressiste de Mai

---

<sup>61</sup>. Raymond Aron, *La Révolution introuvable. Réflexions sur les événements de Mai*, Paris, Fayard, coll. « En toute

68. Le 10 juin 1968, Pierre Mendès France réunissait pour l'éditeur Denoël un certain nombre de déclarations faites à Grenoble au cours de réunions politiques<sup>62</sup>. *Pour préparer l'avenir. Propositions pour une action* s'ouvrait sur un texte essentiel, « Le sens d'une révolte », où Pierre Mendès France s'employait à transmettre une interprétation approfondie du mouvement. Au même moment, durant ce mois de juin 1968, le Club Jean Moulin faisait paraître dans sa collection du même nom au Seuil un ensemble de propositions sous le titre *Que faire de la révolution de mai*<sup>63</sup>.

Ces deux ouvrages exprimaient, de Pierre Mendès France à l'intellectuel collectif qu'était le Club Jean Moulin, le spectre le plus large de la « deuxième gauche » et en situait la mission essentielle : transmettre une pensée politique. Donner un sens au mouvement, à l'histoire immédiate, fut la première exigence. Il convenait d'agir par la réflexion, par le choix de « clarifier le débat »<sup>64</sup>, par le souci d'attester qu'un événement considérable eut lieu et que celui-ci touchait les rouages profonds de la société et du pouvoir : « Un mouvement immense a surgi. »<sup>65</sup>

Mais seules la pensée politique et la volonté de proposition feraient que cet « immense mouvement » ne serait pas perdu, comme le soulignèrent les auteurs du Club Jean Moulin qui signèrent l'« Avant-Propos » : « Il ne faut pas qu'un immense mouvement soit perdu. Aussi, est-il urgent qu'il se donne forme, c'est-à-dire qu'il se fixe sur quelques transformations

---

liberté », 1968.

<sup>62</sup>. Pierre Mendès France, *Pour préparer l'avenir. Propositions pour une action*, Paris, Denoël, 1968.

<sup>63</sup>. Club Jean Moulin, *Que faire de la révolution de mai. Six priorités*, Paris, Le Seuil, coll. « Club Jean Moulin », 1968.

<sup>64</sup>. « Le Club Jean Moulin est un centre de réflexion politique qui s'est formé au lendemain du 13 mai 1958, quand tout faisait craindre pour la liberté. Il se sent à nouveau l'obligation, devant la confusion et le risque d'affrontement, de contribuer, dans la mesure où il le peut, à clarifier le débat. » (*ibid.*, pp. 11-12)

<sup>65</sup>. *Ibid.*, p. 9.

essentielles. Alléger l'aliénation des hommes de notre temps, c'est refuser le style de l'administration, organiser la décentralisation, transformer l'université, changer la structure de l'entreprise, libérer l'information. Dans chaque domaine ainsi défini, un bref dossier essaie de mesurer ce qui vient d'être acquis, et de situer les points limités mais décisifs à quoi l'action doit s'accrocher et qui entraîneront le reste. Mais la situation présente comporte aussi le risque que les avantages obtenus par les salariés soient reperdus dans l'inflation ou dans le chômage, que les transformations nécessaires butent contre la limitation des moyens. De là l'esquisse des orientations, dont tout dépend, dans la politique économique et financière. En rendant publiques aujourd'hui ces quelques analyses et ces quelques propositions, le Club souhaite que les unes et les autres puissent être reprises dans la campagne électorale -et prolongées par la réflexion -d'une gauche qui a besoin d'ajuster son esprit et son visage aux préoccupations de notre temps. »<sup>66</sup>

La réalité de l'événement provoquant une rupture dans la continuité historique et le surgissement politique de la jeunesse furent aussi relevée par Pierre Mendès France. « Tout a commencé par l'extraordinaire poussée de la jeunesse. Quelques étudiants, minoritaires sans aucun doute, en ont été le fer de lance. Peu à peu, l'effervescence a gagné tous les étudiants de Paris, puis les universités de province, puis les jeunes parmi les travailleurs, puis toute la classe ouvrière. Et chacun a pu constater, au début des grèves comme au moment de leur conclusion, la différence de comportement entre les jeunes ouvriers et leurs anciens. Jeunes fonctionnaires, jeunes paysans, jeunes gens de professions libérales, d'autres encore, partout les jeunes se sont ébranlés, ont joué un rôle actif, ont échappé aux forces de contrôle. Plus frappant encore: ils ont paru se comprendre à travers les classes sociales et les diverses régions du pays, alors qu'en tous lieux, leurs anciens restaient souvent désorientés. Partout, les

---

<sup>66</sup>. *Ibid.*, pp. 12-13.

initiatives ont jailli et se sont développées dans une atmosphère d'optimisme, de gaieté, de libération, de compréhension réciproque. Contrairement à ce qui a été dit et écrit, il n'y a eu de violence que défensive et provoquée. »<sup>67</sup>.

### **Une réflexion approfondie**

Comme pour le Club Jean Moulin, il ne s'agissait pas pour Mendès France d'en rester au simple constat. Il profita de l'annonce des élections générales « qui a suspendu, au moins pour un moment, la crise de la France » pour s'employer à bâtir une réflexion approfondie : « Il faut profiter de cette césure pour essayer de bien comprendre le sens des semaines que nous venons de vivre. C'est la lumière du passé qui éclaire la route de l'avenir, et qui nous permettra, au milieu des difficultés, de déterminer nos décisions. Je dirai ici les miennes après avoir fait ce nécessaire retour en arrière. Il est difficile d'analyser ce qui s'est produit sous nos yeux, tant le phénomène a surpris dans la forme qu'il a empruntée, tant il a revêtu des aspects nouveaux. Il faut cependant en discerner les causes et en dégager la signification. »<sup>68</sup>

Pierre Mendès France reconnut, dans Mai 68, « la protestation véhémement d'un peuple animé d'une volonté émancipatrice, libératrice, de la volonté de faire enfin entendre sa voix, de faire enfin respecter l'Homme et ses droits. »<sup>69</sup> Mais cet acte de liberté pouvait s'achever aussi brusquement qu'il avait commencé. Le Club Jean Moulin insista sur la difficulté du mouvement de traduire en langage adapté des protestations exprimés dans « les vocabulaires du XIXe siècle » : « Une double menace se dessine : celle d'une retombée par lassitude ; celle du désordre pour le désordre. L'une et l'autre feraient basculer le pays vers l'autre bord. C'est

---

<sup>67</sup>. *Ibid.*, pp. 18-19.

<sup>68</sup>. Pierre Mendès France, *Pour préparer l'avenir*, *op. cit.*, pp. 17-18

que le mouvement n'a pas trouvé son langage. Car l'aliénation qu'il dénonce se traduit mal dans les vocabulaires du XIXe siècle, auxquels beaucoup se sont raccrochés faute de mieux. L'absurdité d'un système qui a prétendu étendre à un enseignement de masse les vieilles recettes d'un enseignement de caste; le poids d'une centralisation administrative incapable de se couler aux complexités et aux diversités des situations locales; les contraintes de l'entassement urbain ou des méthodes de commandement industrielles nous sollicitent à neuf: ces problèmes n'étaient ni visés, ni prévus, ni résolus par les systèmes politico-philosophiques, ils ne se recourent pas avec les régimes de propriété, ils se retrouvent, avec une virulence inégale suivant les pays, aussi bien à l'est qu'à l'ouest, ils sont, à tous les niveaux, affaire de communication et de gestion. »<sup>70</sup>

La force du mouvement a résidé sur les réalités invisibles brusquement mises en lumière – et qui nécessitent alors d'urgentes et profondes réponses. C'est pleinement « le sens de la révolte » pour Pierre Mendès France et qui distingue la situation française des autres nations où le monde étudiant a été « en effervescence » mais n'a pas affecté l'ensemble du corps social : « En France, au contraire, la vie nationale tout entière a été arrêtée, bouleversée dans tous les domaines, politique, social, culturel, industriel. En quelques jours, et certainement sans l'avoir prévu, les étudiants ont fait bouger toute une société, ébranlé le régime politique, arrêté la vie industrielle, mis en question les modes de réflexion qui paraissaient les mieux ancrés. Pour que la Nation tout entière ait ainsi répondu, il fallait sans aucun doute que l'organisation de la société soit mauvaise. Dominée par des structures non représentatives, conçue en fonction de situations périmées, maintenue pour perpétuer des privilèges et finalement inadaptée aux besoins des Français, cette société a vacillé. L'immense majorité des hommes et des femmes de ce pays souffrent du système de vie qui leur est proposé, mais ils ne

---

<sup>69</sup>. *Ibid.*, p. 27.

disposent d'aucun moyen d'intervention pour le modifier, l'améliorer, participer à sa transformation. Ils constituent des syndicats, mais aucun dialogue véritable ne se développe entre ces syndicats et les pouvoirs publics. Ils élisent des assemblées, mais ces assemblées ne disposent d'aucun droit et ne peuvent d'aucune manière peser sur les décisions essentielles. C'est pourquoi le malaise est général ; c'est pourquoi la révolte s'est propagée si facilement, si vite. »<sup>71</sup>

Aucun domaine n'a échappé au questionnement brouillon et intuitif des étudiants, insista pour sa part le Club Jean Moulin : « Toute l'université, toute l'économie est entrée en grève. Protestation contre les contradictions d'un système industriel qui accroît l'insatisfaction des esprits à mesure qu'il prétend satisfaire des besoins, qui entasse les hommes et reperd en transports ou en publicité ce qu'il a gagné sur le temps de travail ; dans l'élan, il n'est pas jusqu'aux mécanismes et aux disciplines inséparables de toute société avancée qui n'aient paru récusés. Protestation contre une dépendance, sans cesse plus étendue et plus lourdement ressentie, à la bureaucratie, à l'oligarchie, à l'information tronquée et truquée, au pouvoir lointain et secret; et cette dépendance devient d'autant plus intolérable que les mutations accélérées ont sapé la sécurité dont elle était assortie : crainte des étudiants pour leur avenir, des ouvriers pour leur emploi. Ce qui est le plus vigoureusement mis en cause, c'est l'asservissement des moyens les plus puissants d'information; c'est l'université napoléonienne, avec la sélection sociale, l'uniformité rigide, l'archaïsme des méthodes et des programmes, l'inadaptation à la curiosité des esprits et aux exigences de la vie; c'est la structure dictatoriale des entreprises, où ceux qui prennent les décisions ne font finalement courir de risques qu'aux autres, et d'abord aux travailleurs privés de l'accès à l'information et à la délibération. Déjà, cette mise en cause générale a amorcé des changements affectant les

---

<sup>70</sup>. *Ibid.*, p. 11.

relations humaines dans les lieux de travail, qu'ils soient l'administration, l'usine ou l'école, et peut-être aussi certaines structures. »<sup>72</sup>

Les questions soulevées devaient pénétrer le discours politique, devenir elles-mêmes des sujets politiques, changer la politique pour qu'elle devienne celle de la société tout entière. Cette lecture de Mai 68 par la « deuxième gauche » contenait une reconnaissance très forte de la pensée politique devenue *la politique*, l'idée même de la démocratie où chaque question deviendrait accessible et partagée.

## Propositions pour l'avenir

Afin de donner sens à cette lecture politique de l'événement, le Club Jean Moulin comme Pierre Mendès France énoncèrent des propositions de réforme dans les domaines révélés de la société, de l'économie et de l'État. *Que faire de la révolution de mai* relevait « six priorités » répondant à autant d'impératifs : « L'économie. Comment sauver les salariés, L'entreprise. Comment démocratiser la gestion, L'ORTF. Comment assurer l'objectivité, L'Université. Comment organiser l'autonomie, L'Administration. Comment diffuser les responsabilités, La décentralisation. Comment libérer la France ». Ces priorités reposaient toutes sur la nécessité de démocratiser les institutions et leurs pratiques. La même analyse traversait les pages de Pierre Mendès France intitulées « Un programme d'action immédiate » et qu'il rattachait à sa réflexion de *La République moderne*<sup>73</sup>:

« Les grands mouvements populaires qui viennent de traverser la France comportaient un élément commun. Tous tendaient à obtenir une décentralisation des responsabilités, une

---

<sup>71</sup>. *Ibid.*, pp. 21-22.

<sup>72</sup>. Club Jean Moulin, *Que faire de la révolution de mai*, *op. cit.*, pp. 9-11.

intervention réelle et directe des citoyens pour arrêter les décisions qui concernent leur avenir. [...] Cette volonté a été exprimée d'une manière particulièrement pressante par les jeunes et l'on sait qu'ils sont maintenant de plus en plus nombreux. En ce sens, des structures politiques qui ne leur donnent pas la parole sont inadaptées. Cela justifie la revendication tendant à abaisser l'âge électoral. A l'heure actuelle, les jeunes gens ne se sentent pas associés aux décisions ; elles sont prises en dehors d'eux ; il faut donc leur permettre d'intervenir. Que l'on n'objecte pas leur inexpérience, leur impréparation (résultant d'ailleurs, dans la mesure où elle existe, de l'inadaptation de notre enseignement aux réalités du XXe siècle). Lorsqu'on a donné le droit de vote en France à tous les hommes majeurs, il y a un siècle, beaucoup d'entre eux étaient encore analphabètes et ils n'avaient certainement pas prouvé une maturité et une réflexion égales à celles qu'un grand nombre de jeunes ont manifestées récemment.

D'autre part, la transformation des structures, le droit à la parole enfin accordé à tous ceux qui sont concernés, la co-gestion partout où elle est possible dans l'esprit même de mon petit livre *la République moderne* doit s'étendre à toutes les institutions ou activités collectives :

- à l'information fondée sur la confrontation de toutes les opinions, sur le libre accès de tous à l'ensemble des sources de documentation,
- à l'enseignement,
- à l'ouverture de structures de dialogue à tous les niveaux et dans tous les domaines,
- aux équipements socio- culturels, sportifs, universitaires, etc.,
- aux collectivités locales. Non seulement, aux collectivités traditionnelles, mais à celles que notre siècle est en train de façonner: les agglomérations urbaines, les régions.

---

<sup>73</sup>. Voir le chapitre : « La part du citoyen » [dans cet essai paru en 1962 aux éditions Gallimard (coll. « Idées »)].

Des expériences d'autogestion ou de participation à la gestion ont été faites, quelques-unes, limitées, depuis longtemps, d'autres plus larges mais aussi plus improvisées, ces temps-ci. Il serait bien intéressant d'en comparer les formes, les imperfections et les résultats. Un gouvernement de gauche pourrait réunir tous ceux, étudiants, fonctionnaires, ouvriers, élus locaux qui ont participé à des expériences de ce genre pour confronter à la fois leurs conclusions sur le passé et leurs projets pour l'avenir.

Partout, il faudra s'écarter du centralisme bureaucratique et rigide et faire prévaloir des organisations souples, à l'échelle humaine, librement conçues et gérées par les usagers, les bénéficiaires, les participants. Ces nécessités sont devenues tellement pressantes qu'on les a entendu préconiser récemment par les voix les plus diverses et les plus inattendues. Dans une interview télévisée, de Gaulle, après dix ans de pouvoir sans partage, a soudainement érigé la participation démocratique en troisième système de vie, à égale distance du capitalisme et du communisme. Je me réjouissais, en l'écoutant l'autre soir, de la conversion, fût-elle tardive, du chef d'État le plus personnel et le plus autoritaire. Et puis tout à coup, le charme a été rompu, lorsqu'il a durement affirmé que "agir, c'est le fait d'un seul". A la rigueur, il accepterait -une concession, semble-t-il -de laisser les autres délibérer (et ce mot a sans doute pour lui un sens péjoratif). Mais l'action lui resterait réservée. D'ailleurs, n'est-ce pas lui, il y a quelques jours à peine, qui voulait faire promulguer la participation au moyen du couperet d'un référendum par *oui* ou par *non* !

Décidément, nous sommes condamnés à faire avancer la participation aux décisions bien sûr, et pas seulement aux délibérations, sans lui, contre lui, ou après lui. Aussi faut-il dire maintenant ce que devrait être demain l'action d'un gouvernement de progrès, pour engager d'une manière décisive la marche vers la démocratie moderne. »<sup>74</sup>

---

<sup>74</sup>. Pierre Mendès France, pp. 71-75 .

Parmi les réformes préconisées, celle de l'Université occupait une place centrale. La « transformation démocratique de l'Université » imaginée par Pierre Mendès France ou l'organisation de l'autonomie dessinée par le Club Jean Moulin résonnent de manière très actuelle en 2008. La force des propositions tenait à cet égard autant dans leur contenu que dans leur méthode visant à aborder toutes les dimensions du problème, dans la dynamique créée par le mouvement de Mai. Une définition de la démocratie se faisait jour au milieu de cette France imaginée, celle de construire l'avenir, de choisir son destin. Le Club Jean Moulin et Pierre Mendès France estimèrent là que c'était contribuer à rendre la gauche moderne, intellectuelle, politique. On peut dire que le défi reste toujours d'actualité, quarante ans après Mai 68.

« En rendant publiques aujourd'hui ces quelques analyses et ces quelques propositions, le Club souhaite que les unes et les autres puissent être reprises dans la campagne électorale – et prolongées par la réflexion – d'une gauche qui a besoin d'ajuster son esprit et son visage aux préoccupations de notre temps. » <sup>75</sup>

« Il y a, à portée de nos mains, les solutions de gauche que je viens d'esquisser. Elles répondent aux revendications qui se sont affirmées si vigoureusement dans les universités et dans les usines ; elles permettent de préparer cette vie à la fois généreuse et moderne vers laquelle tendent tant d'hommes et de femmes de notre pays. Et ces solutions peuvent s'édifier dans un ordre qui ne sera plus celui du silence, qui ne sera plus l'apparence trompeuse et fragile d'une société en proie au doute et au malaise, mais le fruit de l'adhésion, de la

---

<sup>75</sup>. Club Jean Moulin, pp. 12-13.

confiance et du juste espoir de tout un peuple qui aura choisi lui-même son destin, librement. »

76

## **Mai 68. L'événement politique**

Cette parole ne fut pas entendue, cet héritage devint « impossible » pour reprendre le titre d'un essai du sociologue Jean-Pierre Le Goff sur Mai 68 . La gauche, en refusant ce legs démocratique, en récusant une pensée critique sur l'histoire et sur son histoire, se condamna à une stagnation politique dont la France a lourdement payé le prix, notamment ces dernières années. Le cas de Mai 68 est d'autant plus emblématique de cette fermeture intellectuelle de la gauche que l'événement est précisément un *cas politique*. Il s'agit moins en effet d'être pour ou contre Mai 68 que de reconnaître la contribution de ces deux mois décisifs à la politisation des Français, c'est-à-dire à leur éveil démocratique. Ce fut particulièrement vrai des étudiants, des ouvriers, des employés et croisant ces catégories, des femmes et des jeunes. La découverte individuelle et collective de la politique est un héritage essentiel de Mai 68. Elle changea profondément la société en y introduisant un esprit de liberté et le refus de la domination. Il ne faut pas réduire l'événement à sa traduction idéologique – intense à l'extrême gauche et dans la droite conservatrice, absente pour la première gauche. Il faut lui reconnaître au contraire cette vocation à étendre les champs du politique qu'avaient déjà adoptés les hommes et les femmes de la deuxième gauche. L'université, l'usine, la prison, la famille, le corps, la sexualité devinrent ainsi des questions politiques. A défaut d'être entendus par les responsables politiques , elles furent assumées par un certain nombre d'intellectuel tels Michel Foucault, Michel de Certeau ou Pierre Bourdieu. Ceux-ci rejoignirent les chercheurs présents dans le mouvement, de Claude Lefort à Alain Touraine, et qui prolongèrent leur expérience de

---

<sup>76</sup>. Pierre Mendès France, p. 120.

l'engagement vers un investissement scientifique de premier plan. Leur analyse critique des systèmes de pouvoir contribua à maintenir des espaces essentiels de liberté. Leur travail, leur enseignement empêchèrent pour une bonne part l'extrême gauche révolutionnaire de basculer dans l'action violente. Mais de cela la première gauche ne s'intéressa guère...

### **Epilogue provisoire. En direct de « chez les filles »**

Vendredi 7 mars 2008. Discussion dans un petit restaurant de la rue du Cherche-Midi appelé « Chez les filles ». Nous sommes avec Pierre Encrevé. Nous préparons une journée d'étude sur « Mai 68 et le regard des sciences sociales », qui aura lieu le 7 mai prochain à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Pierre Encrevé est un linguiste renommé, élève de Pierre Bourdieu, et qui fut aussi un conseiller avisé de Michel Rocard pendant l'expérience gouvernementale de 1989-1991. Il est entré au PSU à la suite du rapport Rocard sur les camps de regroupement de la guerre d'Algérie. Il nous parla plus de deux heures du gain inestimable de liberté apporté par le mouvement de Mai comme de la responsabilité des intellectuels d'après-68 dans le renoncement de l'extrême gauche au terrorisme (exceptée, plus tard, Action directe). Sartre, Althusser, Lacan, Foucault, par leur œuvre ou la conviction de leur parole, réussirent à maintenir le lien entre la société et la politique. Aujourd'hui, la politique a perdu son pouvoir d'être un horizon individuel et collectif. Puisse, au moins, la connaissance de Mai 68 permettre de retisser le lien politique aujourd'hui accaparé par une étrange revanche idéologique.

**-Fin-**

### REMERCIEMENTS....

A Christophe Prochasson et Philippe Artières, mes vieux complices historiens des séminaires de l'École des hautes études en sciences sociales, à Perrine Simon-Nahum pour les mêmes raisons, à Maurice Olender pour ses idées toujours lumineuses et sa belle amitié, à Sylvain Bourmeau et Edwy Plenel pour avoir accueilli cet essai à Mediapart et en avoir compris l'enjeu, à Sophie Dufau pour son travail d'édition. A Pierre Encrevé pour son dialogue ininterrompu. A Diana pour son inspiration franco-américaine. A Julia et Louise. A Choukette.

### BIBLIOGRAPHIE COMPLEMENTAIRE

Outre les références bibliographiques contenues dans les notes de cet ouvrage, voici quelques titres supplémentaires :

- Fischer Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000.  
Georgi Frank (dir.), *L'Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.  
Hamon Hervé, Rotman Patrick, *La Deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Paris, Ramsay, 1982, rééd. augmentée, préface de Nicole Notat, Paris, Le Seuil, coll. " Points ", 2002.  
*Génération*, rééd. 2 tomes, Paris, Le Seuil, coll. " Points ", 1998.  
Hervieu-Léger Danièle, *De la mission à la contestation. L'évolution des étudiants chrétiens en France (1965-1970)*, Paris, Cerf, 1973.  
Heurgon Marc, *Histoire du PSU. La fondation et la guerre d'Algérie, 1958-1962*, Paris, La Découverte, 1994.  
Kessler Jean-François, *De la Gauche dissidente au nouveau Parti socialiste. Les minorités qui ont rénové le PS*, préface de René Rémond, Toulouse, Privat, coll. " Bibliothèque historique ", 1990.  
Monchablon Alain, *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, Paris, PUF, 1983.  
Sadoun Marc, *De la démocratie française. Essai sur le socialisme*, Paris, Gallimard, 1993.

## TABLE DES MATIERES

« Le lieu d'où je parle »  
La droite et Mai 68. La rupture sarkozyste  
La gauche et Mai 68. Un long enterrement  
L'indifférence aux intellectuels  
La clef des itinéraires  
Une autre gauche  
La lutte contre le colonialisme  
Naissance d'une dissidence  
L' « antiparti » et la politique recréée  
A l'avant-garde du mouvement  
Le vent de la liberté  
Des chercheurs engagés  
Une impasse politique  
Un échec programmé  
La tentation gauchiste  
L'étouffement majoritaire  
La réaction communiste  
Une droite en mouvement  
Relecture politique  
A corpus perdu  
Une réflexion approfondie  
« Propositions pour l'avenir »  
Mai 68. L'événement politique  
Epilogue provisoire. En direct de « chez les filles »